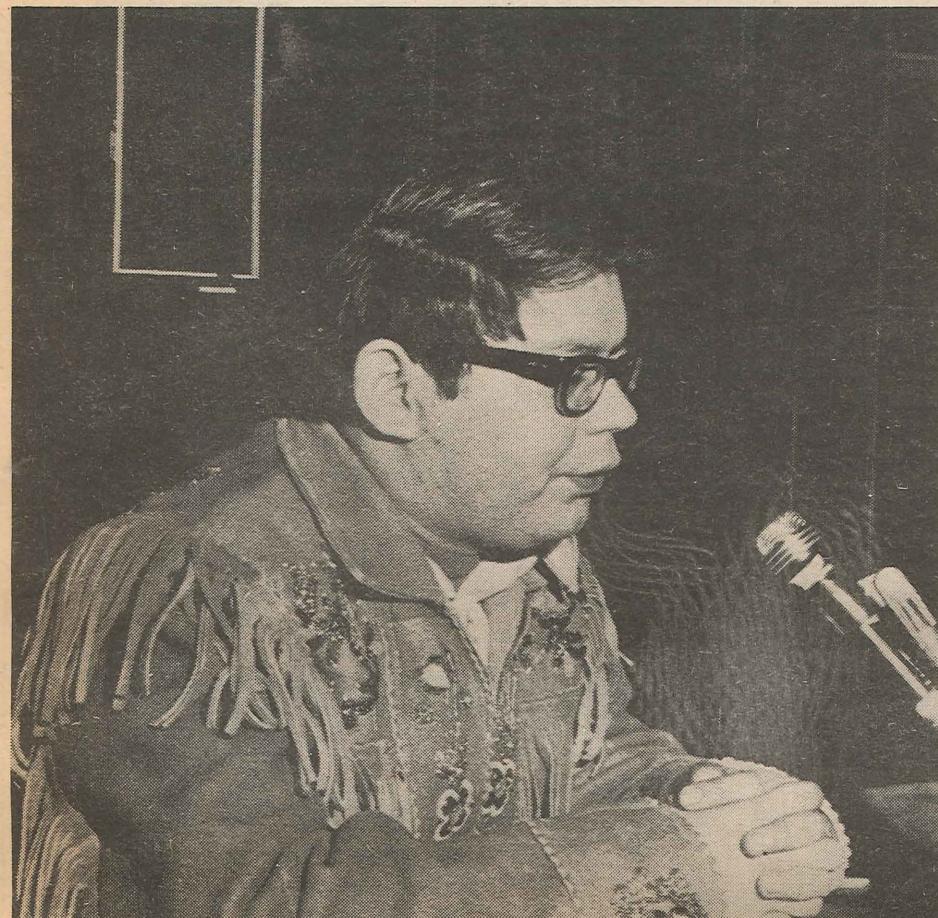


INDIAN NEWS

Vol. 18 No. 6

ISSN 0019-6029



They wanted me out of the way: Cardinal

by Gilbert Oskaboose

Harold Cardinal, fired from his position of director-general of Indian Affairs in Alberta, is leaving the department the same way he came in — in a flurry of charges and countercharges.

Cardinal said the reason he was fired from his high-level position was that he was getting too close to information that Indian leaders and bureaucrats had "hidden away from the Indian people too long."

"Behind the firing is an attempt to smother further investigation," he said.

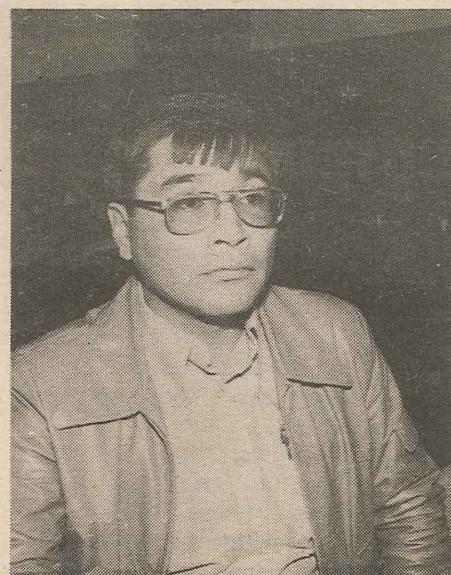
He charges a "kickback system" exists involving Indian band leaders and the Indian Affairs.

Cardinal charged that \$10 million was dispersed under questionable circumstances in a single loan authorized by the department in Ottawa.

The scandal will be "explosive" when it is uncovered, he said. He said he would reveal specific instances in the next few weeks.

Cardinal charges that leaders of the Indian Association of Alberta have just as much to worry about his investigation as the federal officials in Edmonton.

Meanwhile, Joe Dion, president of the association — which led the fight to have Cardinal fired — urged him to take his dismissal "like a man" and not make further trouble.



"not a vendetta": Dion

NATIONAL MUSEUMS OF CANADA
MUSÉES NATIONAUX DU CANADA
LIBRARY - BIBLIOTHÈQUE

Harold Cardinal Fired

Harold Cardinal, Indian activist turned federal bureaucrat, has been fired by the Department of Indian Affairs and Northern Development (DIAND).

The firing was confirmed by Indian Affairs Minister Hugh Faulkner, who said there had been a "massive deterioration" in the working relations between the Indian Association of Alberta and Cardinal.

"I have on my desk resolutions from 27 Indian bands in Alberta asking for his resignation or removal."

Faulkner said no suggestion of conflict of interest involving Cardinal's outside business interests or "any other impropriety" was involved in the firing.

Faulkner said he genuinely regretted having to fire Cardinal because he still believed Cardinal was a "man of considerable talent." He said he offered Cardinal an alternative position in the area of economic development. Cardinal declined the offer.

At a press conference Faulkner was asked how the firing of Cardinal affects the principle of placing native people into senior positions within the department of Indian Affairs.

"I don't see this as compromising that at all," he said, "I'm convinced the issue is clear enough, amongst departmental people and the Indians of Alberta, that the position is not compromised."

Cardinal, 32 and one of the coun-

try's top Indian leaders, was appointed to the position in February. In his nine months on the job he was involved in one controversy after another.

- Shortly after he took office he moved six high-ranking white officials to what they later complained were cramped, windowless basement offices. Ottawa intervened and they were returned to their original offices.

- He also hired some members of the American Indian Movement (AIM). This angered some Alberta chiefs who said AIM was not representative of Indian people.

- He further angered the chiefs by saying that much of the mess in administration of Indian communities comes from "village tyrants" with no sense of responsibility to their communities.

The strongest demand for Cardinal's removal came from the Indian Association of Alberta, an organization Cardinal had led for nine years. The association's main grievances against him were a decline in the delivery of services and his alleged failure to consult with them on the re-organization of DIAND in Alberta.

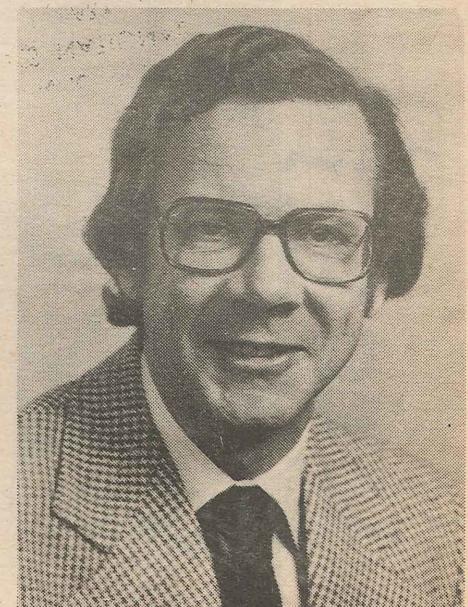
Indian politics were seen as a factor in his removal. Both sides have made accusations of the other "trying to even up old political scores."

"Anyone active in politics creates friends and enemies," said Faulkner, "that risk was understood when he was appointed."

entered the Department back in February he was being accused of "selling out."

At that time Cardinal said: "I prefer to go two years down the road to let the record speak for itself... then we will all know whether I sold out."

Whatever else may be said about his "abrasive" manner and his ways of doing things, it shouldn't be said that Harold Cardinal sold his people out.



regrets firing: Faulkner

Harold Cardinal must have made no small number of enemies during his brief stint in office. Even when he first

NOUVELLES INDIENNES

Vol. 18 No. 6

ISSN 0019-6029

Wally Firth MP

Firth propose un changement

Une importante organisation travaillant pour les Indiens et les Esquimaux a été invitée par un indigène, député, à changer d'orientation et à créer un centre actif qui mobilisera toutes les forces possibles pour mettre fin à la destruction de l'environnement.

"Si cela n'est pas réalisé bientôt, a déclaré Wally Firth, député néo-démocrate des Territoires du Nord-Ouest, il y aura une autre espèce en danger: "l'être humain". Firth était le principal orateur à l'assemblée générale annuelle de l'Association canadienne pour l'aide aux autochtones, (ACAA). Ancien secrétaire général de cette association, Firth a rappelé que cette organisation "a fait plus que son devoir" pour encourager les autochtones par le canal de groupes d'aide autonomes et en faisant connaître aux Canadiens les revendications des autochtones ainsi que leurs problèmes sociaux.

"Il fut un temps où toute l'Amérique du Nord était un parc splendide dont l'économie était basée sur un chômage intégral, a dit Firth les autochtones exposés aujourd'hui au mercure, à l'arsenic et autres polluants des eaux et du sol canadien, sont parmi les pre-

miers mis en danger."

Terry Meagher, ancien président de l'ACAA, était d'abord en désaccord avec Firth au sujet de l'extinction de l'organisation.

"Il y a, dit-il, jusqu'à 90% de chômage chez les autochtones; ils ne peuvent pas s'intégrer au marché du travail; on leur refuse le droit de pêcher; ils ne sont pas jugés équitablement; beaucoup trop d'entre eux sont dans des établissements pénitentiaires et leurs problèmes sont pour la plupart incompris. Cependant, a ajouté Meagher, je pense qu'il y a du bon sens dans cette idée. Il est fort possible que l'on doive se réorienter avec plus d'insistance vers les problèmes de l'environnement".

A l'ordre du jour de l'ACAA, il y avait aussi l'élection de trois membres autochtones au conseil des directeurs de l'organisation. Les trois élus sont Josepi Padlayat, président de Pagramiut Nipingat incorporé, un groupe de communications du Nord québécois; Edith Whetung, de la Commission de la fonction publique d'Ottawa, et Melvin Nash, ancien vice-président du conseil des autochtones du Canada.

Les Systèmes de gestion du capital

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord (MAIN) est en train d'établir, suivant une idée originale, un vieux concept qui aidera les bandes indiennes de la circonscription de Sudbury, dans le nord de l'Ontario, à planifier et à satisfaire d'une façon réaliste les besoins de leur communauté. Ce procédé, appelé Système de gestion du capital, permettra aux bandes de préparer des plans d'ensemble de réserve, indiquant les besoins passés, présents et futurs pour chaque réserve.

Avant 1971, le Ministère opérait sur une base quinquennale de "prévision des demandes" qui pourraient être justifiées vis-à-vis du Conseil du Trésor (le levier de la gestion financière du gouvernement) pour l'obtention de capitaux.

Avec ce système, les fonds n'étaient pas attribués aux bandes sur la base de formulation des besoins, mais plutôt suivant chaque requête, un projet après l'autre. L'apport de contribution des Indiens au niveau des bandes était presque inexistant.

Le Ministère estime maintenant que le système quinquennal de prévisions s'est détérioré au point qu'il ne peut pas plus indiquer une image exacte des besoins des Indiens au Conseil du Trésor.

"L'inventaire des besoins" au Système de planification du capital des bandes, introduit en 1971, assurait la contribution au niveau des bandes, mais n'apportait aucune amélioration dans les méthodes de distribution des fonds de façon équitable.

Pour introduire le concept du Système de gestion du capital ainsi que les méthodes requises pour qu'il fonctionne, le Ministère a organisé plusieurs séminaires d'information et de formation dans la circonscription.

Lors d'un séminaire, cet été, les fonctionnaires du Ministère ont présenté les étapes à suivre qui sont fondamentales pour un plan d'ensemble de réserve bien conçu.

Les voici:

L'identification des besoins

Cette première étape doit être consacrée par les bandes à identifier les besoins présents et futurs ainsi que ceux du passé qui ne seraient pas encore satisfaits. Sur la réserve, les besoins peuvent inclure le logement, les routes, les systèmes d'eau, d'égout et d'électricité, les centres communautaires et les installations de loisir. Des réserves différentes auront des besoins différents.

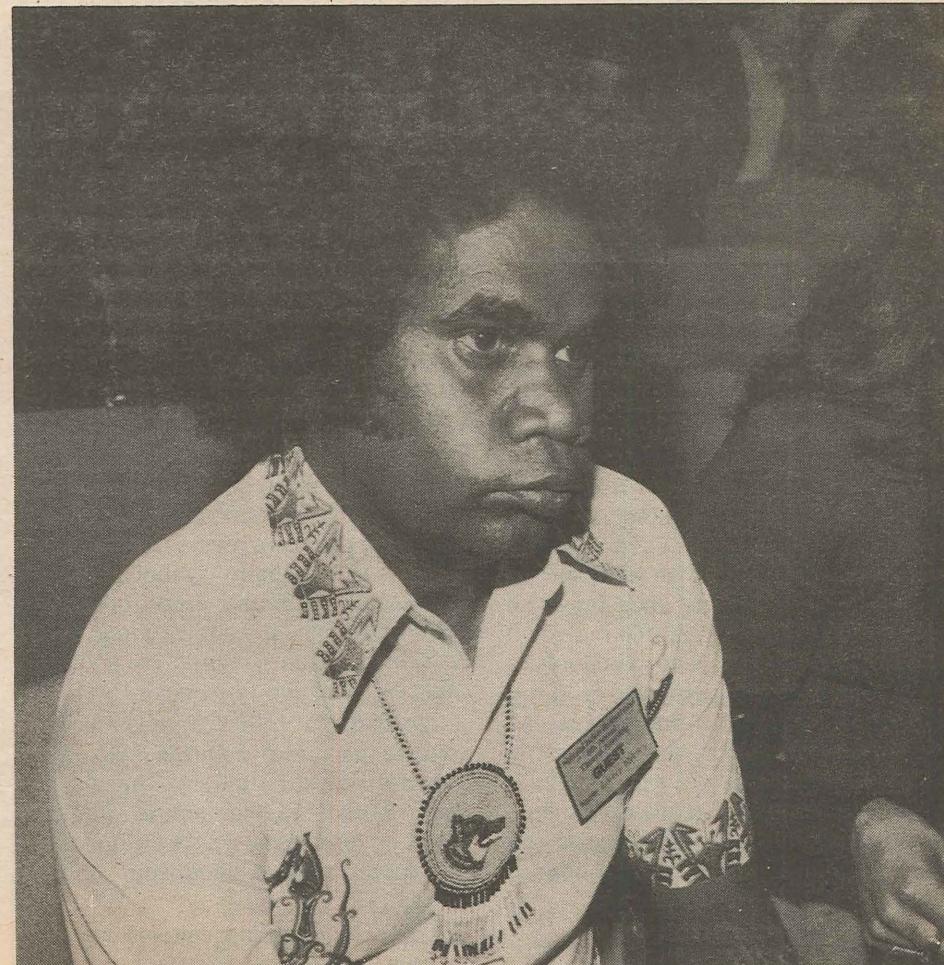
L'établissement des priorités

Une fois que la bande aura identifié ses besoins, elle devra en faire la liste dans un ordre de priorité.

Les priorités étant établies, l'étape importante suivante est de déterminer les rôles requis de la part des membres de la bande ainsi que ce qu'ils peuvent attendre du projet.

Conception préliminaire et études de praticabilité

A cette étape, les fonctions requises



"Jabanunga"

L'un des conférenciers invités lors de l'Assemblée générale de la Fraternité des Indiens du Canada était un rude petit Australien qui traitait d'un sujet cher à tous les Indiens et aborigènes — la terre, le territoire.

"Pour nous le mot territoire signifie quelque chose, nous y sommes nés. Je ne suis pas né dans un hôpital, mais sous un arbre."

Robert Mellors, que les gens de son peuple, les Koorie, nomment Jabanunga (terre de paix), est président du Congrès national des aborigènes d'Australie.

Jabanunga raconte que les 300 000 Koorie ont reçu 520 000 milles carrés de terres arides de l'intérieur, mais que même maintenant le gouvernement a ses propres idées au sujet de ce territoire.

Il affirme que les Koorie sont décidés à ne jamais s'en départir.

Jabanunga dit qu'il ne proférait aucune menace, mais il a fait ressortir la réputation qu'avaient les Koorie de traiter directement avec les voleurs de terres.

sont traduites en termes techniques et de plans de réalisation. La bande regroupe les idées exprimées et les présente aux ingénieurs du Ministère qui les convertissent en plan de réalisation.

Identification et spécification des projets

Le plan final, les spécifications, les factures des matériaux, et les évaluations des coûts sont établis et les méthodes probables de construction sont déterminées.

La construction

La construction est la prochaine étape.

"Si quelqu'un agit mal, il se fait transpercer d'une lance. Nous ne plaisantons pas par ici."

Jabanunga a également préconisé plus d'échanges internationaux entre Indiens, Koorie, Maoris de la Nouvelle-Zélande et les nations noires d'Afrique.

Lorsqu'il n'était pas sérieux, Jabanunga faisait rire son auditoire aux larmes avec ses anecdotes.

Dans l'une d'elles, il raconte un incident au cours duquel il avait été poussé avec rudesse par un homme blanc et appelé "garçon de couleur".

"Qui donc traitez-vous de garçon de couleur?" demanda-t-il en s'époussetant et en regardant droit dans les yeux l'homme blanc aux cheveux roux, aux taches de rousseur et aux yeux bleus.

Il raconta aussi l'histoire d'une petite fille qui se vantait auprès de sa propre fille que son arrière, arrière grand-père était le capitaine Cook, grand explorateur anglais de l'océan Pacifique.

Sa petite fille répondit: "Ce n'est rien, mon arrière, arrière grand-père était un cannibale et il a dévoré le capitaine Cook!"

L'évaluation

La dernière et plus importante étape, soit l'évaluation du projet, est celle à laquelle le Conseil du Trésor apporte beaucoup d'attention. La communauté bénéfice-t-elle des fonds investis dans ses projets? Est-ce qu'elle s'y retrouve?

Vern Robinson, superviseur de district de l'amélioration communautaire au Ministère, dit que "l'estimation est obligatoire et deviendra le mécanisme par lequel le financement sera effectué dans le futur.

"Je pense qu'il est inutile de tourner en rond, dit-il, nous devrions réaliser le

(suite de la page 8)



Chief David Ahenakew

Indians "facing an uphill battle"

H. H. Bernard

Mel Tonasket, past president of the National Congress of American Indians, told an overflow crowd at a banquet given by the Federation of Saskatchewan Indians that when they are ready to pursue sovereignty and Indian government they must be "ready for anything."

"Indians will face a verbal war in achieving self-government which is just as serious as the wars of more than 100 years ago. Only the mouth has replaced military weapons," he said.

Noel Starblanket, president of the National Indian Brotherhood (NIB) said that Indians are facing an uphill battle in achieving status as a sovereign

nation and the right to total self-government.

"Local government power currently exercised by Indians is nothing more than 'playing in a civic sandbox' while the real power is wielded by the federal government," he said.

It will be necessary for Indian organizations to push for legislative changes entitling them to control the aspects of self-government, including such areas as reserve policing, taxation and education.

"Laws which impede Indian power must be amended," he said, but he also cautioned that there would be major opposition to any moves made by Indians toward full self-government.

"When the movement begins to gain momentum, the federal government will try to control and stop it with a barrage of tactics, just as the government did in the United States," warned Tonasket.

The NIB president said that taxation was only one area where the Canadian government is attempting to erode Indian sovereignty and rights. "Indians are tax-exempt under their Treaties and in taking Indians to court to collect taxes are in bad faith and hypocritical," he said.

If the government does not drop the court action and begin negotiations in good faith, he would have no choice but to advise Indians across Canada to swamp the courts with tax cases making it impossible for the courts to function.

Failing in that, Indians should stand firmly on this issue even if it meant having to go to jail for refusal to pay taxes.

Chief states Problems

"The number and the complexity of the issues we face is increasing so rapidly that I must use this time to outline some critical areas which must be dealt with during the coming year and seek guidance from you."

With his welcome to delegates and guests as well as this statement, Chief David Ahenakew opened the Federation of Saskatchewan Indians Annual Conference held at the Bessborough Hotel in Saskatoon.

Chief Ahnenakew told the delegates, chiefs and district representatives that they are the very core and strength of the Federation of Saskatchewan Indians and that it is only when the F.S.I. has a very clear and specific guidance from them that they (the

F.S.I.) can get the results wanted.

For this reason, Chief Ahenakew was asking for a very clear direction in the form of resolutions, as well as the direction that comes from Band meetings, Council meetings, and District meetings.

Taxation of Indians

In this area, Chief Ahenakew said that as far as he was concerned, our position is, and always has been very clear, "our taxes were prepaid forever when we granted Canada the use of *some* of our land and *some* of our resources."

A process had been established by the Federal Cabinet and the National Indian Brotherhood, to resolve the
(continued on next page)

Octogenarian bags Vegetarian

by Donald Mamakeesic

Deer Lake — Annie Meekis is the oldest resident in Deer Lake, and has never done anything exciting in her life. But on Sept. 20, 1977 she and her daughter and grandchildren went canoeing, and they happened to spot a moose swimming across a lake.

She directed her grandson (who was driving a small outboard motor) to get in front of the moose to keep it from going to shore.

Her daughter had a 22 rifle, but missed a few times at a short distance.

She later explained she didn't know whether she was too ex-

Reprinted from Wawatay News

cited or too scared, but she said, "I grabbed the gun away from her and I managed to daze the moose. I grabbed it by the ears, ducked its head under the water and drowned it."

The excitement was not over yet. When she got home she invited all her friends and relatives to join in a feast where they devoured most of her fortune.

We asked if she had ever killed a moose in her 80 years of bush life.

"No, she replied, "but it won't be my last one either," she confidently added.

Guess who came to Dinner

As part of the Canadian Silver Jubilee celebrations, Queen Elizabeth and Prince Philip dined with 450 of Canada's finest young men and women in the arts and sciences.

The dinner, hosted by the Honourable J. Hugh Faulkner, Minister of Indian and Northern Affairs and held at Ottawa's Chateau Laurier, was designed as a tribute to young Canadians across the country who have achieved excellence in the arts and sciences.

Among those invited to the dinner were 35 young Indian, Metis and Inuit actors, writers, dancers, musicians, artists, film-directors, and journalists. Also included were those who have promoted culture nationally or in their own communities.

Mr. Faulkner said that he approached the event as a celebration of the many achievements that Canadians have accomplished in the arts and sciences during the past 25 years.

"Increasingly during the past quarter century," said Mr. Faulkner, "the arts

and sciences have come of age in Canada. Our scientists have established an international reputation for Canada in many areas and have in many respects not received the national recognition that they should. In the arts," he continued, "we have built a distinct and exciting cultural identity."

"Young Canadians everywhere," said Mr. Faulkner, "have helped to build our cultural identity and scientific capacity, and as such, those invited to the dinner represent only a cross-section of the many who have contributed to this and the tremendous scientific and cultural talent and potential across the country."

Representing the science communities were scientists, engineers, social scientists, doctors, technologists and science writers.

Other functions that the Queen attended include a luncheon with some of Canada's top athletes, and a luncheon with multicultural leaders.



Un Dictionnaire Montagnais pour Pointe-Bleue

Jeanne-Mance Charlisch, originaire de Pointe-Bleue, a composé un dictionnaire de la langue montagnaise de sa réserve spécialement adressé aux enfants.

Mme Charlisch, qui possède déjà un baccalauréat spécialisé en enseignement, termine cette année un baccalauréat spécialisé en linguistique. Elle a enseigné le montagnais pendant plusieurs années aussi bien aux enfants qu'aux adultes de sa réserve. Elle a aussi effectué de nombreuses recherches qui lui permettront de réaliser, dans un avenir prochain, une grammaire du montagnais de Pointe-Bleue. Le dictionnaire qu'elle vient de terminer sera publié dans le cadre du projet "Curriculum" (projet d'amérindianisation).

"J'ai tenu compte, nous dit Mme Charlisch, de l'opinion des anciens de la réserve en ce qui concerne la forme d'écriture à employer. Je voulais que l'orthographe soit précise et fidèle au dialecte montagnais de chez nous. Le dictionnaire contient 2000 mots ou expressions du nouveau vocabulaire montagnais. Il est certain que notre langue a évolué et j'ai donc choisi, en composant le dictionnaire, des mots qui peuvent être utiles à nos enfants." Et elle ajoute "J'espère que les gens de ma réserve seront satisfaits de ce travail car je l'ai fait afin d'aider à préserver notre langue."

La mission de l'Île Chapel

par V. Denny

La mission de l'Île Chapel, l'un des plus importants événements culturels et spirituels indiens du Cap Breton, pourrait d'ici peu passer à l'histoire.

"Cette tradition s'éteindra d'ici les 10 prochaines années" de dire Noel Marshall, un ancien Micmac de la réserve de l'Île Chapel. Au cours des années précédentes, la mission a toujours bénéficié de températures clémentes et de l'appui de dame Chance. Malheureusement, ces deux alliés semblent avoir déserté la mission. En effet, cette année, la mission de l'Île Chapel s'est déroulée sous la pluie et beaucoup de vent, et n'a attiré que 3 000 personnes venues des États-Unis, des Maritimes et des autres régions du Canada, pour célébrer les jours de fête du patron des Micmacs, la bonne Sainte-Anne.

L'événement, d'une durée de quatre jours, a commencé comme à l'ordinaire par le va-et-vient propre à l'installation des tentes et au nettoyage des cabanes. Les embarcations motorisées allaient et venaient, emportant les gens jusqu'à cette île isolée. L'Île Chapel n'a ni eau courante, ni chauffage, ni électricité. On peut donc se demander pourquoi elle attire chaque année tant de visiteurs.

Au début des années 1500, les chefs de la confédération Wabenaki avaient l'habitude de se rencontrer dans l'Île Chapel, afin de discuter des affaires de leurs peuples. L'île était alors divisée en petites sections et chaque famille (clan) occupait une unité distincte. A cette époque, les Indiens ne séjournent pas là seulement pour quatre jours (la durée actuelle de la mission) mais bien pour au moins deux semaines, et parfois plus longtemps.

En ce temps-là, les activités au programme étaient très nombreuses: narration d'aventures, danses, célébrations de mariages et de naissances, chansons diverses, etc.

La confédération Wabenaki étant très puissante, le gouvernement français décida que la seule façon de vaincre les Indiens était de les convertir au catholicisme. L'endroit le mieux choisi pour commencer cette conversion en masse était bien l'Île Chapel, où se réunissaient chaque année les clans.

En 1629, l'abbé Pierre Miallaïrd et l'abbé Letrouet se rendirent donc jusqu'à l'île, afin d'y "vendre" leur religion. Ils commencèrent par apprendre la langue indienne des Micmacs et à étudier leurs traditions, puis les deux Jésuites proclamèrent sainte Anne patronne des Micmacs, tout cela en 1629.

En 1742, les Micmacs de la Nouvelle-Écosse assistèrent à leur première messe chrétienne, célébrée sur un immense rocher qui est toujours là. Depuis cette première messe, la mission a gardé son caractère catholique. Les chansons indiennes traditionnelles, dont les origines étaient inconnues, ont cédé la place aux chants religieux de l'église catholique romaine.

Les Indiens furent immédiatement conquis par cette nouvelle religion et acceptèrent d'emblée la parole de Jésus-Christ. Les Micmacs ne tardèrent pas à devenir de fervents catholiques. La plupart des anciens sont encore dévots.

Toutefois, depuis quelques années, de plus en plus de Micmacs ne vont plus à l'église. Ils préfèrent se rencontrer en d'autres occasions. Pour bon nombre d'entre eux, la mission de l'Île Chapel est devenue plus un événement social qu'un événement religieux.

Donald Marshall, le grand chef spirituel et politique des Micmacs, s'inquiète du fait que les Indiens délaisse les traditions religieuses. Dans son discours de l'année dernière, il implorait les siens d'attacher plus d'importance aux activités religieuses et spirituelles.

Les malheurs de la mission ont commencé au mois de décembre 1976, lorsque l'église de l'Île Chapel fut détruite par un incendie provoqué par un éclair venu du ciel. Les Indiens, qui voyaient depuis la terre ferme brûler leur église bénie, ne purent s'empêcher de pleurer. D'autant plus que les orages sont très rares en décembre.

Immédiatement, une collecte fut organisée afin d'amasser l'argent nécessaire à la construction d'un nouvelle église. Les donateurs furent généreux. Les responsables comptaient déjà \$15 069 au mois de juin 1977.

Cette année, à l'approche de la mission, bon nombre de fervents Indiens du Canada, de la Floride, de la Californie et même de la Suisse se demandaient si elle ne serait pas annulée. Au début de juin, le grand chef micmac et ses adjoints annoncèrent qu'elle aurait lieu tout de même, et qu'elle durerait comme d'habitude quatre jours, durant la fin de semaine du 28 juillet.

La mission eut donc lieu, mais cette année tout semblait différent. Il n'y eut pas de danses indiennes traditionnelles, ni de chants. On laissa aussi de côté les jeux indiens. On abandonna presque complètement les traditions, à l'exception des chants catholiques micmacs.

Lors des années précédentes, la mission attirait habituellement entre 4 000 et 5 000 personnes. Cette année, il n'y en avait guère plus de 3 000. Et bon nombre de ceux qui se rendirent

dans l'Île Chapel n'y restèrent pas très longtemps. Les vents violents, la pluie et le temps froid les incitèrent à plier bagage rapidement. Plusieurs ont dit qu'ils ne retourneraient plus dans l'île.

Les anciens furent plus patients. Ce n'était pas la première fois qu'ils voyaient les vents et la pluie s'abattre sur l'Île Chapel. Le ciel s'éclaircissait toujours dès que la statue de la bonne Sainte-Anne était sortie de l'église pour le pèlerinage.

Cette année encore, le ciel s'éclaircit comme par magie. Les vents cessèrent brusquement et les nuages disparurent du même coup. Pour la 648^e fois, les Indiens micmacs entreprirent leur long pèlerinage jusqu'au rocher où l'abbé Miallaïrd célébra sa première messe. Les Indiens n'étaient pas aussi nombreux que lors des années précédentes, mais ils étaient tous souriants.

Jeunes et vieux chantèrent les chansons qui avaient survécu depuis les débuts de la mission. Des enfants en robe blanche de communion et des hommes portant fièrement leurs habits du dimanche marchaient en tête de la procession.

Un ancien de la réserve Membertou de Sydney distribua des morceaux de

pain aux pèlerins, tout comme il l'avait fait lors des années précédentes. Chaque personne ayant déjà occupé un rôle "officiel" lors des cérémonies l'occupait encore cette année.

Toutefois, il y eut une exception, soit le carillonneur, Anthony Marshall, de Membertou, qui n'eut rien à faire puisque la cloche de 840 livres avait disparu lors de l'incendie de l'église.

La mission n'avait rien perdu de ses attractions pour des personnes comme Dolores Hobby de la Floride, laquelle retrouva dans l'Île Chapel toute sa famille, originaire de la réserve Eskasoni. Si ses moyens le lui permettaient, Dolores participerait chaque été au pèlerinage.

La mission de l'Île Chapel, en tant que cérémonie religieuse, réunit tous les Micmacs depuis des décennies. Si la prédication de Noel Marshall venait à se réaliser, si la mission venait à perdre son caractère religieux et spirituel, il est peu probable que les Micmacs continuent à se réunir pour les fêtes traditionnelles de l'Île Chapel. Si la mission continue d'attirer les Indiens, il est possible qu'elle devienne un simple pow wow.

Seul le temps nous le dira.

Programme de Formation en cours d'emploi

Il y a neuf ans, Mel Jacobs quittait l'école après une onzième année pour travailler dans un atelier de montage d'une usine de construction de bateaux près de la réserve de Curve Lake où il habitait, à 20 miles au nord de Peterborough.

Avec si peu d'instruction, l'avenir de Mel Jacobs s'annonçait morne. Mais il est aujourd'hui directeur du service d'orientation du ministère des Affaires indiennes à Ottawa.

Gerald Esquash, âgé de 28 ans, a lui aussi quitté l'école assez tôt. Il a depuis occupé de nombreux emplois. L'an dernier, il a été attiré par un poste au sein du Manitoba Indian Cultural and Education Centre. Il en est aujourd'hui directeur.

Il y a trois ans, Corrine Mitchell, résidente de la réserve de Restigouche au Québec, près de la frontière du Nouveau-Brunswick, a commencé à avoir du temps libre. A 42 ans, elle avait élevé cinq enfants et voulait relever un nouveau défi.

"Je ne pouvais rester à la maison à ne rien faire", dit-elle.

Elle ne l'a pas fait. Aujourd'hui, elle dirige une section de la Mic-Mac Sewing Company qui emploie 23 Indiennes.

Ces trois personnes ont une chose en commun: elles ont bénéficié du programme de formation en cours d'emploi parrainé par le ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Le programme a pour but de fournir aux Indiens et aux Inuit les techniques et l'expérience qui les rendront plus aptes à soutenir la concurrence pour obtenir des emplois et de l'avancement.

Il est destiné aux "sans emplois endurcis" qui, en raison d'un manque d'instruction, d'aptitudes ou d'expérience de travail, ont de la difficulté à se trouver un emploi.

La formation en cours d'emploi consiste à "apprendre en travaillant". On y parvient en plaçant une personne directement dans un milieu de travail afin qu'elle puisse acquérir de l'expérience et des connaissances dans un domaine choisi.

L'idée est sans doute "vieille comme le monde" mais, d'après Bob Biddle,

coordonnateur national du programme, le ministère ne l'a adoptée officiellement qu'en 1968.

Cette idée de formation a porté fruits. Depuis sa création, le programme a permis à environ 5 000 Indiens et Inuit de se trouver un emploi et d'obtenir de l'avancement dans le secteur public et dans le secteur privé.

La formation se donne dans un grand nombre de domaines, allant de la plongée sous-marine à l'éducation aux adultes. La période de formation peut s'étendre de plusieurs semaines à un maximum de 52 semaines selon la complexité du cours.

Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, l'industrie privée, les organisations indiennes, les conseils scolaires, les organismes communautaires et les organisations privées sans but lucratif dispensent cette formation. Lorsque l'industrie privée est concernée, le gouvernement fédéral assume la moitié des coûts du programme. Le ministère est entièrement responsable de la formation donnée par d'autres organismes gouvernementaux et par les organisations privées sans but lucratif. Certains conseils de bandes indiennes s'occupent également du programme.

Cette année, le budget est de 2 millions de dollars et il est administré par les bureaux régionaux ou les bureaux de district du ministère des Affaires indiennes ou par les bureaux des conseils de bandes par le biais de leurs conseillers sociaux et de leurs conseillers en matière d'emploi ou d'éducation.

La principale tâche des conseillers est de chercher des stagiaires qui conviennent et de les guider. Les critères d'admissibilité sont suffisamment souples pour que le programme soit accessible au plus grand nombre de personnes possible.

"Mais nous devons avoir une base", affirme Biddle. "Lorsque nous recrutons des gens, nous n'avons aucune idée préconçue sur ce que nous ferons. Ce sont eux qui décident".

En plus d'une formation technique, le programme offre également un ser-

(suite de la page 8)

FSI tables "Urban Indian" Right to Vote

H. H. Bernard

"Local band autonomy must be respected, and the question of non-resident voting rights is of sufficient importance to warrant more discussion at the local level between chiefs and their band members," said Sol Sanderson in suggesting that a motion be tabled.

Peter Dubois had presented a motion at the Federation of Saskatchewan Indians (FSI) annual

meeting in Saskatoon that would see the adoption of a policy on whether "Urban Indians", Indians who move off their reserves should be allowed to vote in band elections.

Chief Dubois told the FSI assembly that the federal government should be asked to change the residency requirements of band election regulations to allow off-reserve Indians to vote.

"By not allowing off-reserve resi-

dents to vote, band councils are denying the special status of Indians and which could start a trend which could undermine the rights of all Indians," he said.

Chief Ron Rosebluff stated that Indians were not chased off their reserves and that if they choose to return they would have full privileges including the right to vote.

"Changing provisions of the resi-

dency requirement could be dangerous," he said, "because it could lead to many additional changes in the Indian Act which we might not be able to control."

Sterling Brass, one of many chiefs who argued against the issue of election eligibility said that the issue is within the jurisdiction of band councils only, and that the question should be answered locally — not by the FSI.

Program experiencing Problems

In a hectic afternoon of discussions and proposals, items such as Indian government, elections, membership, child care services and general agreements, one subject which received its portion of attention was policing.

The Indian constable program is experiencing some growth problem, but is basically a sound idea and should be continued.

Cliff Starr, a member of the Federation of Saskatchewan Indians (FSI), plus representatives of the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) as well as the provincial Attorney-General's department, have compiled a list of recommendations which should improve this program.

This select committee has recom-

mended that rather than just put in appearances on reserves to enforce the laws, the Indian special constables should be placing more emphasis on the development of good relations and community education.

Another suggestion by the committee would see better communication between the RCMP detachments and local band councils in an effort to resolve policing problems on reserves.

Still in the works is the development of a mechanism for the handling of complaints which Indians have against the RCMP. The possibility of having the Saskatchewan Police Commission review these complaints is a possibility since the attorney-general has rejected the idea of an ombudsman.

Scholarships of \$1000 have been awarded to eight registered Indian undergraduates from across Canada.

The undergraduate scholarship program was established in 1975. The program is intended to increase employment opportunities for native people in the fields of environmental and historical conservation, interpretation, outdoor recreation and the natural sciences.

Since the program began scholarships have been awarded to 16 native people. The winners of the eight undergraduate scholarships this year are:

Annis Alex of Rosedale, British Columbia (Forestry; British Columbia Institute of Technology)

Julia Ayoungman of Gleichen,

Alberta (Outdoor Recreation; Mount Royal College)

Stella Chabot of Ottawa, Ontario (Canadian Historical Archaeology; University of Ottawa)

Serena Knockwood of Indian Island, New Brunswick (Canadian Historical Archaeology; St. Thomas University)

Kathy Laforme of Hagersville, Ontario (Forestry; Sir Sanford Fleming College)

John Paul of Sidney, Nova Scotia (Community Studies; College of Cape Breton)

Gregory Sarazin of Golden Lake, Ontario (Wildlife; Sir Sanford Fleming College)

Douglas Whiteduck of Golden Lake, Ontario (Wildlife; Sir Sanford Fleming College)

Problems

(continued from page 2)

taxation issue in the NIB/Cabinet Committee. "However," he said, "just recently, we were informed that the Federal Government has instructed the Department of Justice to take the NIB Taxation case to the Federal Court of Canada as soon as possible."

Chief Ahenakew said that for several years there had been an agreement with the Federal Government that issues involving Indian Rights would be resolved at the negotiating table and not in the courts. Now it appears that the government has decided to forego negotiations and resort to legal action to determine their position.

Band Membership

Recently, the National Action Committee on the Status of Women wrote to both the Minister of Indian Affairs and the president of the NIB objecting to what they see as discrimination against Indian women in the Indian Act.

Chief Ahenakew said that if they (the women) are sincerely concerned with their status without some "do-gooders" telling them they are being discriminated against, they will make every effort to bring the matter to their own Band.

"This issue is not going to go away until it has been dealt with by the Indian Band Governments themselves," he said, "At the NIB executive Council, we decided that these women must hash out this issue with their Bands."

He went on to say that if the Indian Organizations are an instrument of the Bands, then the Organizations have no damn business taking a position until direction is received from them. "Those are your Band members, or former Band members, and these issues must be resolved between the individuals and their Bands. You, and nobody else, has the authority and the

responsibility to decide what is to be done."

To Be, and To Remain An Indian

Chief Ahenakew feels that the strategy of the Federal Government is to force people off reserves by deliberately refusing to support development on the reserves. And, once people are off the reserves, the strategy is to deny them their Indian rights and deny their right to Federal services.

The government would then use that as an excuse for discouraging development, saying that the population is too small, or that the reserve is not an economically viable unit. The next step would be to divide the reserve up into individual private holdings owned by the people that are left. When that happens, the special status of reserves will be gone.

"If Bands refuse to allow their off-reserve members to vote, and participate, they will be doing exactly what the Federal Government wants," he said, "if this happens, the Band, not the Government will be taking the first step toward saying: 'That person is no longer an Indian'."

If the Band doesn't allow off-reserve members to vote, then the number of councillors cannot be based on total Band population. When that happens, there are going to be a lot of Band Councillors who aren't going to be Band Councillors anymore and a helluva lot of Indians who aren't going to be Indians anymore — that's what the government wants.

"I am simply cautioning you," he said, "that if you adopt or continue the practice of excluding your off-reserve Band members, you are undermining the rights of every Indian in Saskatchewan, and you are sowing the seeds of your own destruction as the government of that reserve and that Band."

As a further example, he pointed out that the new housing policy is further proof that government strategy is to

promote urban migration by Indians. "They have increased the maximum grant for off-reserve housing to \$18,000 while keeping the grant for on-reserve housing down to a maximum of \$12,000."

Indian Government and Sovereignty

Many Indian people seem either confused or afraid, or both when this topic is discussed. Neither one should create any confusion or fear because most Bands are already doing some of the things that Indian Government involves.

"Federal Government policies," said Ahenakew, "for the past 100 years have been total failures in producing the Indian self-sufficiency guaranteed in the Treaties. Study after study has been done and is still being done, to develop a better management system or better programs."

The Department of Indian Affairs has been reorganized so many times that now they don't know what else to do except to keep reorganizing. But none of these studies or reorganizing 'expeditions' have ever touched the root of the problem.

Chief Ahenakew told delegates that they are getting to the root of the problem because they are starting to exercise the authority they have always had.

"We are very much a part of Canada and of Confederation, but, at the same time we represent distinct political units and we have special governing status — which no other Canadians have," he said, adding that "Indian sovereignty means nothing more than that there are certain matters of policy where Indian authority is exclusive, just as there are certain matters where the Federal Government's authority is exclusive."

This leads to the inevitable, age-old question. What the hell do we do with that damn department? Is the department really needed? Is the department

really called for in the Treaties? Some people think so, but not Chief Ahenakew.

He said that the Treaties talk about Indian Agents, about civil servants to assure that the Federal Government carries out its obligations. They talk about people to fulfill and protect the rights of Indians guaranteed in the Treaties. At no point did they ever call for an agency to control and manage the lives of Indians the way the Department does.

Going on, he said that "the legislation our people expected and that we were supposed to get was to protect our rights and provide the resources to implement the guarantees we received. How our rights are applied is the exclusive authority of Indian Government."

The Indian Way

When things are going badly it is tempting to react in one of two ways. To either lash out in anger, to make threats and to fight head-on and tooth and nail, with the person who is causing the problem. Or, it is tempting to just give in. To say "to hell with it", and just go along with whatever the department wants.

This is *not* the Indian way.

"Stay honest, maintain your integrity, don't blow your cool, and don't give up. Hang on, persevere in your goals, defend your rights, assert your authority as the heads of government, but do so with calmness and with dignity," he said.

"Do so with the unwavering assurance that the foundation of the Royal Proclamation of 1763, the British North America Act, the Indian Act and our Treaties is a strong and firm foundation; a foundation that assures our position." He concluded, "don't be swayed from that. Be determined and be strong."

*That is Indian
That is our way*

Par V. Deny

Les vedettes du "kung fu" télévisé bondissent tels des surhommes dotés de pouvoirs bioniques. Voilà pour les karatékas de la T.V.; toutefois, il y en a aussi qui restent humains. Tel est le cas de James (Jake) Maloney, un Indien micmac âgé de 31 ans, originaire de la réserve de Shubenacadie près de Halifax.

Les "prouesses" martiales des vedettes de télévision ne signifient pas grand-chose pour le maître en karaté des Maritimes et de la Nouvelle-Angleterre. James Maloney, champion à plein temps, est le seul Canadien à détenir une ceinture noire 4^e dan en Uechi-Ryu de style Okinawa, l'école de karaté la plus redoutée au monde.

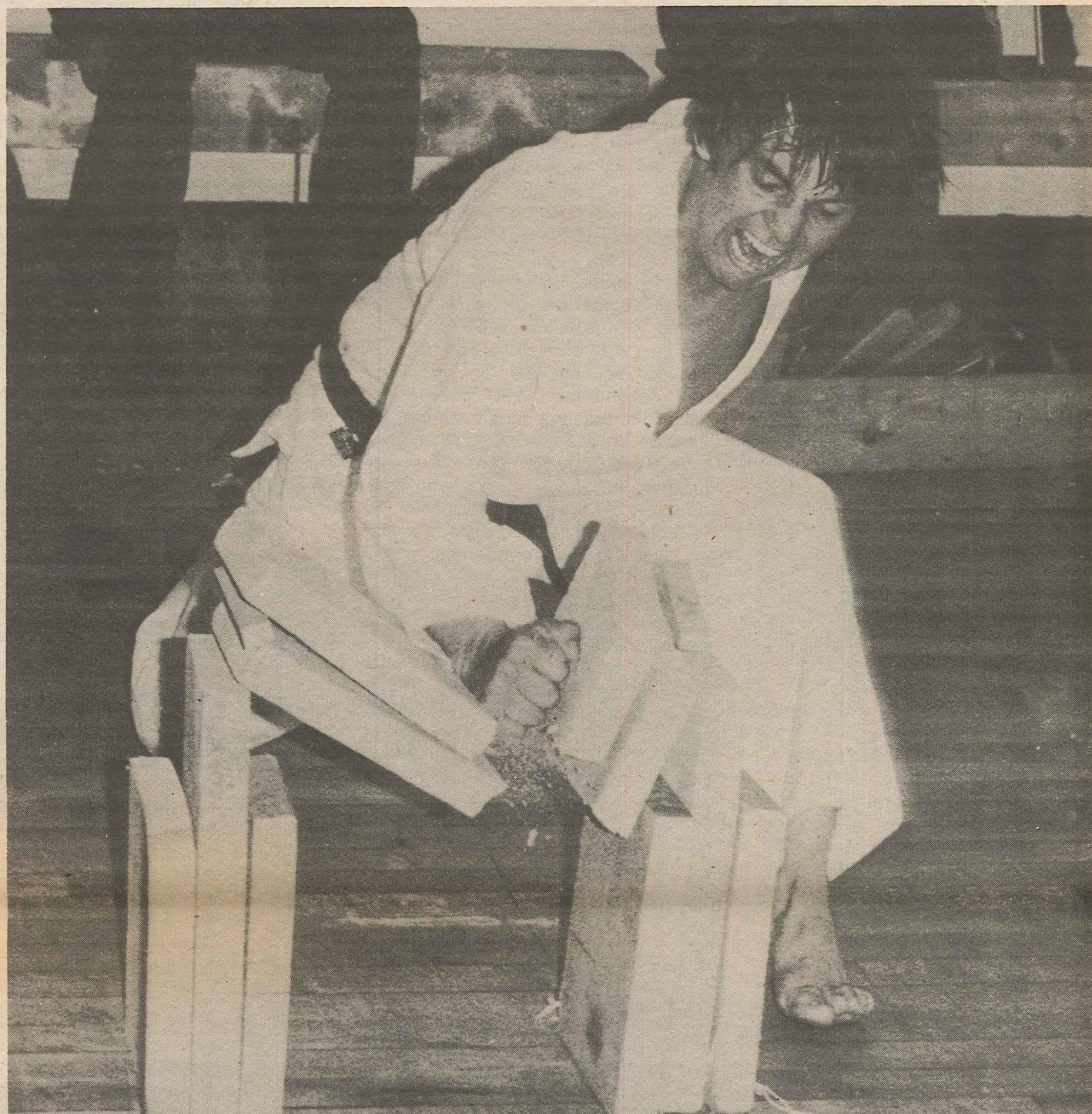
Maloney (5'7" et 152 livres de muscles) ne donne pas vraiment l'impression de pouvoir pulvériser un bloc de ciment ou de pouvoir fendre un nombre indéterminé de planches à l'aide uniquement de ses mains ou de ses pieds nus. Son aptitude à la destruction manuelle lui a tout de même permis de remporter les grands honneurs lors des compétitions du Rhode Island.

Depuis ses débuts à l'âge de 14 ans, Maloney s'est presque entièrement consacré au karaté. Il s'est entraîné sous la tutelle du fondateur de l'école Matheson à Boston (Massachusetts), ainsi qu'au Japon, durant un mois, avec le maître Uechi, et enfin lors des visites de ce dernier aux États-Unis. "Le karaté m'a toujours passionné. Mon corps est pour moi chose sacrée; je ne fume pas, je ne bois pas et n'ai nul besoin d'aspirine."



Maloney doit sûrement être un instructeur fort sympathique puisqu'il a épousé une de ses élèves. En effet, c'est à l'académie de Boston qu'il a rencontré sa femme, Barbara; toutefois, il affirme ne pas lui avoir fait de faveurs spéciales durant les cours. Il prétend même ne l'avoir remarquée qu'en dehors des cours. Barbara et James sont les parents d'une petite fille de deux ans, Shauna Lee. Maloney a deux autres filles, Denise (13 ans) et Deborah (11 ans), issues de son premier mariage avec feu Annie May Aquash.

"Ma petite famille s'intéresse à mon art mais pas plus que ça." Les plus grandes, qui vont à l'école de Fall River (localité non indienne), avouent se faire agacer parfois. Par exemple, un de leurs professeurs de dire "Wow! Tu es la fille de Jim Maloney! Ce sera donc un 100% au prochain examen!" Toutefois, ces taquineries ne les dérangent pas. Jim Maloney a perdu ses parents très tôt. C'est sa soeur aînée Ruby, laquelle habite aussi la réserve de Shubenacadie, qui a pris soin d'élever ses cinq



Jake Maloney: Ceinture "noir"

frères et soeurs. Cet été, les Maloney ont passé le plus clair de leur temps dans la réserve avec Ruby. Pour Jim, sa grande soeur est bien plus "une maman adorée".

Fall River est à mi-chemin entre le lieu de son travail et la réserve dans laquelle il a passé son enfance. Ainsi, il peut continuer de pratiquer ses loisirs préférés: le canotage, le piégeage, la pêche et la chasse. Jim et sa famille aiment beaucoup leur maison et leurs vastes terres de Nouvelle-Écosse.

Jim Maloney est fier d'entretenir de bonnes relations avec ses élèves. "Je suis à la fois leur maître et leur ami, et parfois même leur conseiller social. C'est le métier qui veut ça. Je dirige les cours de manière que tous les élèves se sentent à l'aise. L'humour joue un rôle important. L'enseignement des arts martiaux n'a rien à voir avec l'enseignement militaire. Les théories mises en application par notre école sont peut-être à l'origine des succès obtenus par nos élèves, tant au Canada qu'aux États-Unis."

Les champions se distinguent habituellement par leur grand nombre de trophées. L'école de Maloney ne fait pas exception à la règle; bon nombre d'élèves ont remporté leur part d'or et d'argent. Jim en est d'ailleurs très fier. Son meilleur palmarès lors d'un tournoi fut de présenter 21 concurrents et de

remporter 21 trophées. Au cours des cinq années passées, l'école a remporté plus de 200 victoires.

Les activités de Maloney s'étendent maintenant à plusieurs régions de la Nouvelle-Écosse. Outre Halifax, il donne des cours à Truro, Bridgewater et Kentville. Sur 700 élèves, 22 sont déjà ceinture noire, dont trois 2^e dan. Maloney ne s'inquiète nullement du fait que des gens s'adonnent aux arts martiaux uniquement pour le plaisir de la violence. Pour devenir ceinture noire, il faut travailler fort durant trois ou quatre années en moyenne et les "brutes en puissance" n'ont pas assez de patience pour en arriver là.

Jim Maloney ne fait que cela pour vivre: enseigner les techniques du karaté. Toutefois, il lui arrive aussi d'offrir ses services bénévolement. Il donne des cours gratuits à l'école de Halifax pour garçons aveugles et orphelins.

Maloney ne peut décerner lui-même les ceintures noires à ses élèves. Ceux-ci doivent être jugés par le *New England Karate Association*. Les qualités recherchées sont l'agressivité, la grande forme physique et les techniques à 70% main et 30% pied qui distinguent, selon Maloney, le type de karaté qu'il enseigne des autres arts martiaux.

Notre champion organise un tournoi professionnel environ trois ou quatre

fois par année. On invite tous les karatékas désireux d'y participer. Bien entendu, étant professionnels, les concurrents sont payés. Son plus récent tournoi a eu lieu au moins de juin au forum de Halifax, et déjà les spectateurs ont réclamé un autre tournoi.

L'école de Maloney organise également un tournoi amateur au moins une fois par année. Chaque vainqueur a droit à son trophée. Les concurrents affluent de partout au Canada et aux États-Unis, et même des Bermudes. Maloney en cette occasion est un hôte fort apprécié. "J'invite toujours les participants à dîner." Lors de ces tournois amateurs, 75% de ses élèves convoitent les trophées. La situation est bien différente lors des tournois professionnels où on ne compte que trois ou quatre élèves de l'école Maloney.

Maloney n'était âgé que de 15 ans lorsqu'il tenta sa chance aux États-Unis. Il a toujours vécu avec l'espoir d'être un jour champion de quelque chose. Aujourd'hui, le karaté a comblé ses plus grands désirs. Après dix années d'efforts, il est l'un des meilleurs karatékas au monde. Ses yeux bruns perçants, et son apparence soignée et paisible camouflent bien le feu qui brûle en lui. En dehors du "ring", Jim Maloney ne semble pas différent des autres Indiens de sa race, mais entre les câbles ... hola!

Jake Maloney:

By V. Denny

Television's karate experts fly through the air like bionic people. That's great for television but James (Jake) Maloney, a 31-year-old Micmac Indian from the Shubenacadie reserve near Halifax, is only human.

Anyway, who needs to fly when you are Mr. Karate of the Maritimes, undefeated champion of New England, and the only Canadian to hold a fourth degree black belt in Uechi-Ryu — Okaniwan style — reputedly the most feared karate style in the world.

Maloney a muscular, 5' 7" and 152 pounds may not look capable of pulverizing a block of cement or slicing a number of boards in half using just his bare hands or feet. But Maloney won top honors at Rhode Island for such manual destruction.

Karate has been the major factor in Maloney's life ever since he started 14 years ago. He trained under the founder of the Matheson School of Karate in Boston, Massachusetts. He also trained under Master Uechi in Japan for a month and also on Uechi's trips to the United States. "I was always interested in Karate," he says, "and I don't abuse my body. I don't drink, smoke, or even take an aspirin."

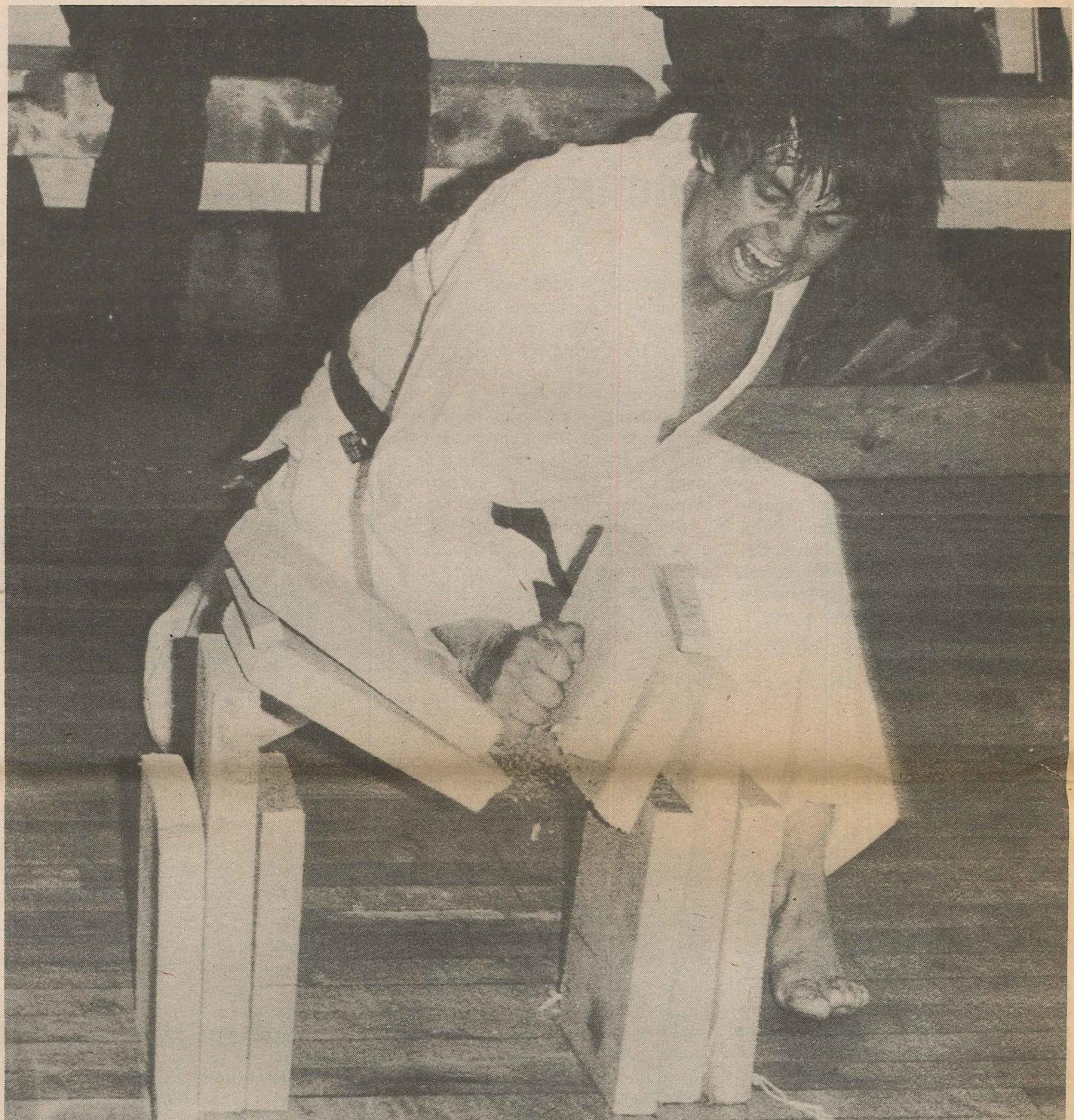
Maloney must relate well to his students. One of them became his wife. Maloney was teaching at the Boston Academy when he met Barbara. He is proud to say she got no special treatment and was just another student. In fact it was outside of class that she caught his eye. They have a two-year-old daughter, Shauna Lee. His own daughters, Denise, 13 and Deborah, 11 are from Maloney's previous marriage to the late Annie May Aquash.

"My family is interested in what I do but they don't get involved," says Maloney. The girls, who go to school in Fall River (a non-Indian community), admit they get teased. For example one of their teachers might say, "Wow your father is Jim Maloney! I don't think I'll bug you." But they say it doesn't bother them.

Maloney lost his parents when he was very young. His sister Ruby, who resides at the Shubenacadie reserve, raised her five younger brothers and sisters. This summer the Maloney's spent 75 percent of their time on the reserve with Ruby. He thinks of her, "more as a mother."

Fall River is just halfway between Maloney's job and the reserve where he grew up. Since Fall River is in the country, Maloney can enjoy his hobbies of canoeing, trapping, fishing, and hunting. He and his family enjoy their lovely home and spacious Nova Scotia acreage.

Maloney is proud of his strong relationships with his students. "I am a



Black Belt

teacher, friend, and sometimes a social counsellor. It comes with my job. I conduct classes in such a way that everyone feels comfortable. Sometimes I joke. There is a time for all of that. I don't conduct my classes as if the students were in an army. Maybe that is why our school has the most winning record around, including the United States," boasts Maloney.

Top performance can usually be proven by accumulation of trophies. Maloney's school has collected a lot of silverware from a lot of winners. Maloney is proud of his school's records. He once took 21 people to a tournament and won 21 trophies. The school has won over 200 trophies in the past five years.

Maloney's operation has stretched to other parts of Nova Scotia beyond Halifax. He now has classes in Truro, Bridgewater, and Kentville. He has 22 black belts, and three second-degree black belts in a class of 700. Maloney doesn't worry about the overly

aggressive people taking karate for violent purposes. A black belt takes three to four years of dedicated work on average. Potential bullies don't have that much patience.

Maloney's only job is teaching karate. He does it on both a voluntary basis and professional basis. He teaches students at the Halifax School for the Blind and fatherless boys — tuition free.

Maloney can't award a black belt to one of his students. The student is judged by the New England Karate Association. The judges look for aggressiveness, conditioning, and the 70 percent hand-30 percent feet techniques that Maloney says separate this type of karate from any other.

Maloney stages a professional tournament about three or four times a year. Invitations are sent out to professionals to come and fight. These professionals are, of course, paid. His most recent professional tournament was held in June of this year at the

Halifax Forum. He says spectators who watched the tournament are already asking when there will be another.

An amateur tournament is also hosted by Maloney's club at least once each year. All the trophies are put up for competition. They come from across Canada and the United States, even as far away as Bermuda. Maloney treats the competitors well. "I wine and dine my participants." In an amateur tournament, 75 percent of his current class participates. Only three or four enter the professional tournaments.

Maloney was only 15 years old when he went to look for a living in the United States. He always wanted to excel, and in karate he has found his niche. After ten years he is one of the best in the world. His shining brown hair, penetrating brown eyes, gentle and non-aggressive manner, hide the fire burning within. Outside the karate ring, Jake Maloney seems no different than any other Indian. Inside the ring — Watch Out!



faire l'aller-retour sans se perdre

par Claude Marcil

Reproduit d'un texte paru dans le magazine du ministère de l'Education de la province de Québec, *Education Québec*.

Au début de l'année scolaire, Vera Kirkness, directrice du secteur éducation à la Fraternité des Indiens du Canada, déclarait que la moyenne des «drop-outs» chez les Amérindiens se situait entre 70% et 90% au Canada. Depuis que les Amérindiens sont obligés de fréquenter l'école, c'est-à-dire depuis une vingtaine d'années, le problème est toujours le même: absence de motivation et, par voie de conséquence, un taux d'absentéisme scolaire élevé partout au Canada. Pourtant, à la polyvalente Jean-du-Nord, à Sept-Îles, quatre mois après le début d'une nouvelle approche de l'enseignement aux Amérindiens, les 60 Montagnais initialement inscrits sont encore sur les bancs de l'école.

De Pointe-Bleue au Lac-Saint-Jean jusqu'à North-West River, au Labrador, on trouve des membres de la nation montagnaise. La grande majorité des 6 000 Montagnais se retrouve cependant le long de la Côte-Nord, de Bersimis à Saint-Augustin, sur la Basse-Côte-Nord, près du Labrador. Au centre, les deux réserves de Sept-Îles et Malioténam. Les Montagnais sont inscrits dans le système scolaire francophone, contrairement à la majorité des Indiens du Québec.

Les problèmes commencent avec le secondaire

Tous les enfants suivent le cours primaire sur la réserve. Certains professeurs sont amérindiens et les élèves sont tous montagnais. Les problèmes commencent avec le secondaire. Les élèves doivent alors quitter la réserve pour étudier à la polyvalente. Ce qui est une simple période d'adaptation pour l'enfant blanc qui se retrouve plongé parmi 1 500 étudiants, devient un choc culturel pour l'Indien: une cinquantaine de Montagnais parmi un millier et demi de Blancs.

Les cours se donnent évidemment en français, ce qui ne pose aucun problème aux Blancs. Mais, pour le Montagnais, il s'agit d'une langue seconde qu'il est loin de maîtriser. Rapidement dépassé, il montre de moins en moins d'intérêt pour la chose scolaire et quitte l'école après une ou deux années au secondaire. Les conséquences sont lourdes. D'abord, pendant ces années passées sur les bancs de l'école, il a oublié ou il connaît moins bien la culture de sa race. Il ne sait plus chasser, pêcher ou piéger; sa langue est émaillée d'expressions françaises. Il se retrouve assis entre deux chaises: il ne peut pas vivre comme ses ancêtres et, avec une neuvième ou une huitième année, il ne peut dénicher un travail intéressant chez les Blancs.

Ce n'est pas seulement une question de langue. Il y a trois ans, le chef Aurélien Gill, de la réserve de Pointe-Bleue déclarait: «Nous réalisons que notre peuple échoue dans votre système éducationnel

même si de plus en plus de nos jeunes fréquentent vos institutions».

Pourtant dans cette réserve, à peine 10% des Montagnais parlent encore leur langue, les autres ne parlent que le français et les résultats sont tout aussi désastreux.

Au Canada, l'Amérindien étudie avec les mêmes manuels que le Blanc. Il y a eu des progrès depuis que la revue «Enseignement primaire» écrivait, en 1931: «Cette race est dégénérée, sans civilisation, sans lois, presque sans tradition, vivant de chasse et de pêche et dont toute l'industrie se bornait à se fabriquer des armes, ou à se pourvoir de quelques vêtements de peau». Si le racisme gras et épais est disparu, on ne l'a pas encore remplacé par une histoire valable des Amérindiens.

Ce n'est pas à l'école que le jeune Amérindien apprend les différences entre un Micmac et un Malécite ou entre les Indiens des Plaines et ceux du Pacifique. Les manuels scolaires racontent les massacres des missionnaires et oublient que le Montagnais de Sept-Îles partait chaque année pour piéger, remontant les rivières jusqu'à Fort-Chimo, puis descendait jusqu'à Fort-George près de la baie James pour revenir ensuite au fleuve Saint-Laurent.

Comment on redevient Indien

Dépositaires de cette tradition, les parents montagnais constataient que leurs enfants oubliaient leur langue, copiaient les Blancs, ne pouvaient les accompagner à la chasse ou au piégeage et qu'ils n'étaient finalement ni Montagnais ni Blancs. Les parents n'avaient donc pas d'objection lorsque leurs enfants décidaient de quitter l'école.

Uniquement l'an dernier, sur 40 élèves inscrits en première secondaire, seulement 10 ont complété leur année et pas un seul n'a pu s'inscrire en deuxième secondaire sans, au préalable, suivre des cours d'appoint durant l'été. C'est alors que le conseil de bande de Sept-Îles et de Malioténam a décidé d'agir.

Le conseil de bande d'une réserve indienne, c'est un peu comme un conseil municipal. Il est élu par tous les Indiens d'une réserve et comprend un chef et des conseillers. Selon le chef Vachon, «ça été dur!» On a évoqué les règlements, les normes scolaires, les manuels obligatoires, etc. De discussions en discussions, le ministère des Affaires indiennes, la Commission scolaire du Golfe et le conseil de bande se sont mis d'accord: regrouper les Amérindiens.

Depuis septembre, soixante étudiants d'origine montagnaise ont été regroupés à l'intérieur de la polyvalente Jean-du-Nord, de Sept-Îles. Comme l'affirmait M. Gérard Laplante, directeur adjoint au deuxième secondaire, dans une entrevue au quotidien *Le Soleil*: «C'est pratiquement une petite école dans la polyvalente de 1 500 personnes». Le regroupement a ses propres locaux et ses propres professeurs.

Ces derniers ont été choisis en raison de leur expérience antérieure avec une clientèle particulière.

Cette autonomie permet d'enseigner l'histoire en mettant l'accent sur l'invasion et l'établissement des Blancs en Amérique du Nord, et comment les Indiens s'y sont adaptés. Le manuel utilisé est l'*Histoire des Indiens du Haut et du Bas-Canada*, de Bernard Assiniwi. Ce manuel n'est pas à l'abri de l'erreur, loin de là, mais il s'agit de donner enfin un point de vue indien sur l'histoire et de voir autre chose que le bon ou le mauvais «sauvage».

Aller jusqu'au bout de sa logique

Présentement tout le monde semble satisfait de l'expérience. Cependant on procède quand même à une évaluation régulière et continue, mais regrouper ensemble ces jeunes de cultures différentes, ce n'est en fait qu'un début de solution.

Comme le soulignait Louis Hamelin, spécialiste des régions nordiques: «Lorsque pédagogues et administrateurs abordent la question de la scolarisation des Amérindiens, tout de suite surgissent des problèmes habituels et pourtant fondamentaux comme l'incompatibilité du calendrier scolaire normal».

A Jean-du-Nord, les Montagnais ont déjà averti qu'ils s'absenteront pour la chasse durant une partie du deuxième semestre. Réaction de la direction: on envisage de les accompagner en forêt. Il faut bien vivre jusqu'au bout la logique de ses solutions.

Indiens - Couchiching 1976 Et Olympiques 1976

par
Robbin Frazer

* * * * *

Parce que le message est aussi actuel aujourd'hui qu'il y a un an, reportons-nous à la conférence de Couochiching qui a eu lieu en 1976. Tom Hill, agent à l'éducation et à l'épanouissement culturel au ministère des Affaires indiennes a amèrement critiqué la façon dont la culture indienne avait été représentée dans le programme de la grande finale des Jeux olympiques de Montréal.

Personne n'était mieux qualifié pour commenter cette œuvre fantaisiste. Hill était le coordinateur de thème au pavillon des Indiens du Canada d'Expo 67 et également au pavillon canadien d'Expo 70.

Il a exprimé son indignation à la conférence de Couochiching de 1976, à titre de principal conférencier de la séance «LES ARTS AU CANADA».

Il a déclaré: «L'art indien c'est de l'art — non pas une curiosité anthropologique».

Lui et les participants à la conférence ont insisté pour que «l'art indien soit jugé sur ses qualités créatrices et en tant qu'élément du courant artistique contemporain — non pas comme un objet de curiosité uniquement intéressant du fait qu'il appartient au passé.»

Il a souligné que la plupart des Canadiens entretiennent d'incroyables stéréotypes sur le patrimoine des Indiens et sur leur culture actuelle.

Hill s'en est pris aux revues et aux ouvrages canadiens qui présentent un stéréotype d'Indiens tiré des films de Hollywood.

«A cause d'eux, on pense que l'Indien est un sauvage hurlant et bondissant, plumes au vent, prêt à attaquer le prochain convoi de marchandises de John Wayne.

«Cela n'a jamais été aussi évident qu'aux dernières cérémonies de clôture des Jeux olympiques de Montréal, où le monde entier a vu, par le biais de la télévision, des masses d'Indiens portant des coiffures bigarrées, danser autour de tipis monumentaux de couleurs pastel sur un air intitulé "la danse sauvage".

Il y avait quelques Mohawks, Hurons et Montagnais dans ce grand spectacle. La plupart des "tribus" étaient composées d'étudiants canadiens-français.»

Le discours de Hill, maintenant publié dans THE ARTS IN CANADA: TODAY AND TOMORROW, produit par l'Institut canadien des affaires publiques (CIPA), a poussé les Canadiens en général à se poser des questions et à apprécier davantage la culture indienne.

«Les gens sont rarement au courant qu'il existe différentes tribus d'Indiens, dont chacune vit de manière distincte, qui ont une langue, une culture, un passé et un présent différents. Les médias ne sont pas les seuls responsables des stéréotypes. Les savants, en particulier les anthropologues, y sont aussi pour quelque chose. Je ne parle pas de leurs techniques de recherche (je crois que la communauté indienne peut venir à bout de ce problème), c'est leur rôle de conservateur de musée qui m'irrite. Ils organisent d'impressionnantes expositions d'Indiens de cire, figés dans le temps, ne satisfaisant que leurs goûts romantiques et leurs habituels attitudes esthétiques ethnocentriques. Personne n'a songé au rôle que les anthropologues des musées ont pu jouer pour encourager ces stéréotypes. Je me méfie beaucoup des musées qui veulent reléguer les Indiens et leur culture à un passé lointain, et qui ne font aucun effort pour essayer de comprendre leurs réalisations contemporaines.

«Faut-il être un Indien canadien pour apprécier le regard subtil et serein du masque de la lune Gitksan?»

«Faut-il être Italien pour apprécier le mystérieux sourire de Mona Lisa? Bien sûr que non!»

«L'art véritable transcende le temps et la nationalité. Il faut que nous instruisions le public de notre histoire et de notre esthétique.»

«Nous sommes des laissés-pour-compte même au yeux du Conseil des Arts du Canada.»

«J'ai écouté de nombreux artistes et chercheurs indiens à qui le Conseil des Arts du Canada a refusé des subventions simplement parce que leurs demandes ne satisfaisaient pas aux critères du Conseil ou parce que celui-ci était incapable de comprendre l'importance culturelle des projets.»

«Je crois fermement que si la communauté indienne avait pu recevoir une aide financière et des services consultatifs du Conseil des Arts du Canada, nos progrès artistiques auraient atteint de nouveaux sommets et nous ne serions pas isolés du reste du Canada comme nous le sommes maintenant.»

The Couchiching Conference: 1977

by Robbin Frazer

The poignant questions of Chief Dan George reflected the preoccupations of a panel in the session CANADA: A RACIST SOCIETY at the 46th Annual Couchiching Conference at Geneva Park, Ontario.

TRANSFORMATION: THE CHANGING SOCIAL AND ECONOMIC ORDER IN CANADA was the theme of the August 2-7 conference. The role of the native people is very significant in that changing social and economic order and Chief Dan George's questions seemed relevant.

The following excerpts are from his article ONLY YESTERDAY were undertones of the conference.

"Do you know what it is like to have your race belittled and to come to learn that you are only a burden to the country?"

"Do you know what it is like to feel you are of no value to society and those around you? To know that people came to help but not to work with you?"

"Do you know what it is like to be without moorings?"

"I know what you must be saying — tell us what you want. What do we want? To be respected ... equal opportunity ... help in education ... guidance counselling ... job opportunities ...

"... But you have been kind to listen to me and I know that in your heart you wish you could help. I wonder if there is much you can do and yet there is a lot you can do ... when you meet my children in the classroom, respect each one for what he is ... a child of our Father in Heaven, and your brother. Maybe it boils down to that."

A copy of Chief Dan George's article was in each conference kit, and an awareness of the needs of his people was reflected in the words of every platform speaker throughout the five-day conference which discussed the north as a new frontier, resources, energy, the Berger Report on the Mackenzie Valley Pipeline Inquiry, the Lysyk Report on the Alaska Highway Pipeline Inquiry, inflation, unemployment, racism and national unity.

In 46 years the Couchiching Conference, which is sponsored by the Canadian Institute on Public Affairs (CIPA) has gained international acclaim as "Canada's Thinker's Conference". President is Whipple Steinkrauss, Policy Advisor with the Citizenship and Cultural Division of the Ontario Ministry of Culture and Recreation.

CIPA is a non-religious, non-political organization. Subjects of the conference are dictated by current events. It is an open forum. No resolutions are made and loyal supporters proudly point out that decision-makers are nevertheless influenced by the trend of discussions at Couchiching.

The annual conference attracts members from coast to coast in Canada. This year there were over 200 participants. There is always an excellent line-up of speakers and panelists. Over the years several of the world's leaders in cultural, national and international affairs have attended.

Each afternoon workshops are held

in classrooms or weather permitting — on the lawns, where the speeches are discussed.

The panel CANADA: A RACIST SOCIETY was moderated by Ian Morrison, Executive Director, Canadian Association of Adult Education. Panelists were Francis Hyacinth, social worker with Toronto's Children's Aid Society, Dr. Bruce McLeod, Commissioner, Ontario Human Rights Commission and the Hon. Roy McMurtry, Attorney General of Ontario.

McMurtry said "So far as the native people are concerned, I think the problems of racism are the greatest in Canada. The problems of Indians in Canada are of much longer history, and as a result, in some areas of the nation the prejudices are much more deeply rooted against the native people. They have obviously suffered economically to a much greater extent than other minorities, which makes their plight more serious."

The Attorney General said "The problem of criminal justice with respect to the native people is much greater than with other minorities and we obviously have to continue to develop new approaches in the administration of justice".

"This is just one area where the problem is much greater than with other minorities — and it is just one more indication of the enormity of the challenge with respect to satisfying the legitimate needs of the native people".

McMurtry stressed that laws alone cannot halt racism and related violence of the nature we have seen in recent years. "It takes a real change of attitude and a serious examination of our root feelings about one another" he said.

Comedian Dick Gregory put it rather effectively when he said:

"The whole world is so busy being its brother's keeper, that we have all forgotten that until you learn to be your brother's brother, you will never keep him very well".

The Ontario Attorney General also informed the conference he is reviewing the Libel and Slander Act, suggesting it be broadened so that racial and ethnic groups could sue for writings or utterances which defame the group as a whole.

"At present our law protects only personal reputations" he pointed out, "but does little for those groups who suffer from systematic defamation".

Education, employment and discrimination were areas of particular concern to Dr. Bruce McLeod, Commissioner, Ontario Human Rights Commission, who was Chairman of the Code Review Committee of the recently published "LIFE TOGETHER: A REPORT ON HUMAN RIGHTS IN ONTARIO". The report contains over 100 recommendations and a detailed proposal for a new Ontario Human Rights Code.

"We need to have a look at the textbooks our children are taught from" said Dr. McLeod "to make certain they give adequate coverage of the history and cultural traditions of the original inhabitants of Canada."

In our textbooks, the whole description of the native people of Canada has been caricatures. Illustrations in history and social studies books depict them in a half-dressed condition — as though there was never cold weather in Canada".

In the area of employment, the Ontario Human Rights Commission is calling for affirmative action program — special programs designed specifically for native people — which will provide educational training and upgrading of skills so they have a chance to prepare for jobs presently beyond their reach.

"We are calling on government and on employers to provide the money for this educational upgrading and on-the-job training" said Dr. McLeod.

Another recommendation is class action complaints.

"Up until now" he explained, "it has only been possible to lay a complaint of discrimination on an individual basis and now the native people suffer as a group and not one by one."

With a class action complaint a whole group could complain they are discriminated against. This could be in the area of employment, or even in their right to live in the way they are accustomed to. For example, industrial excursions into their living space would be grounds for a class action complaint.

The Human Rights Commission is also concerned that the commonly accepted image of "the drunken Indian" be eliminated.

"This is an important one" said Dr. McLeod. "Native people are no more likely to be drunk than white people. The trend is to deal with symptoms rather than getting at the real cause of the discontent of the native people. Given their narrow life choices, they have no alternative."

Dr. McLeod, former moderator of the United Church of Canada, is a Board Member of the World Conference of Religion and Peace and last year received the Canadian International Development Research Award. From this vantage point, he sounds a warning prompted by a morning spent in Recife, Brazil with the Roman Catholic Archbishop, Dom Halder Camera. "Our credibility in the world is undercut as long as we don't give our minority people in our own country a chance" said Dr. McLeod. "In response to my enquiry as to how Canadians could help the terrible poverty that afflicts that part of Brazil, the Archbishop said we could work right at home in Canada by persuading our government to care as much for the human community as it does for the welfare of Canada".

"Finally, he said 'You can see how you are treating your minority groups in Canada ... and particularly your native people — because we are watching!'"

There were no Indians or Eskimos at Couchiching '77 but with a session devoted to the NEW NORTH, as well as discussion of the Pipeline, the Berger and Lysyk reports, the lifestyle of the native people was an obvious preoccupation of both speakers and participants.

"The North dominated the conference because Canadians are aware of northern problems as never before" said Conference Chairman Curt Swinton.

"I keep thinking about the Indian Question" said Ian Macdonald, President of York University and Past President of the Canadian Institute on Public Affairs.

"It is interesting that with the exception of the session on the NEW NORTH, one of the things we have not said much about is the problems of the

native people — although they have been discussed in the workshops.

"We may be rather self-conscious that we have created many problems in Canada of our own making, and that makes us a little cautious about wanting to assume that the solutions to the native people's problems is to hurry them along.

"We are having second thoughts about the directions we have gone and don't want to make decisions until we are certain what our future direction will be".

Two eloquent speakers on behalf of the native people were John Parker, Deputy Commissioner of the Northwest Territories and Dr. Angus Bruneau, Vice-President, Professional Schools and University Services at the Memorial University in Newfoundland, and also Chairman of the Energy Committee of the Science Council of Canada and a Member of the Council's Northern Development Committee.

Interviews with John Parker and Dr. Bruneau will appear in future issues of INDIAN NEWS.

The Northern Careers Program is an example of the affirmative action programs referred to by Dr. McLeod. Terry Forth, Director of this program at Yellowknife said "It is a special attempt to provide access and training for Indians, Inuit and Metis interested in careers with federal government departments in both the Yukon and Northwest Territories.

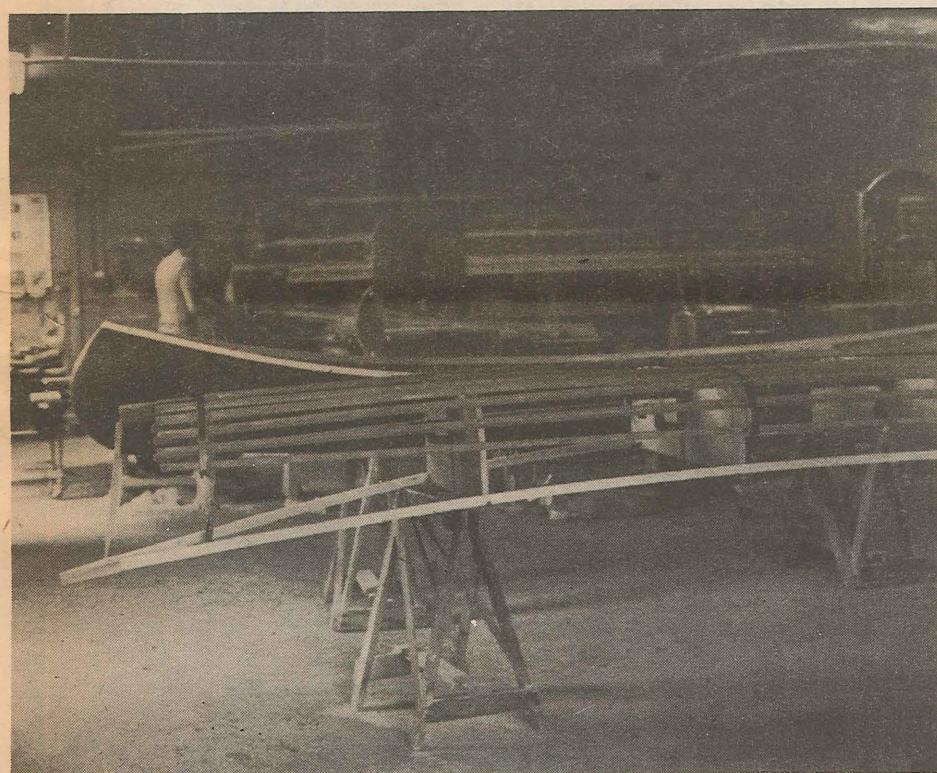
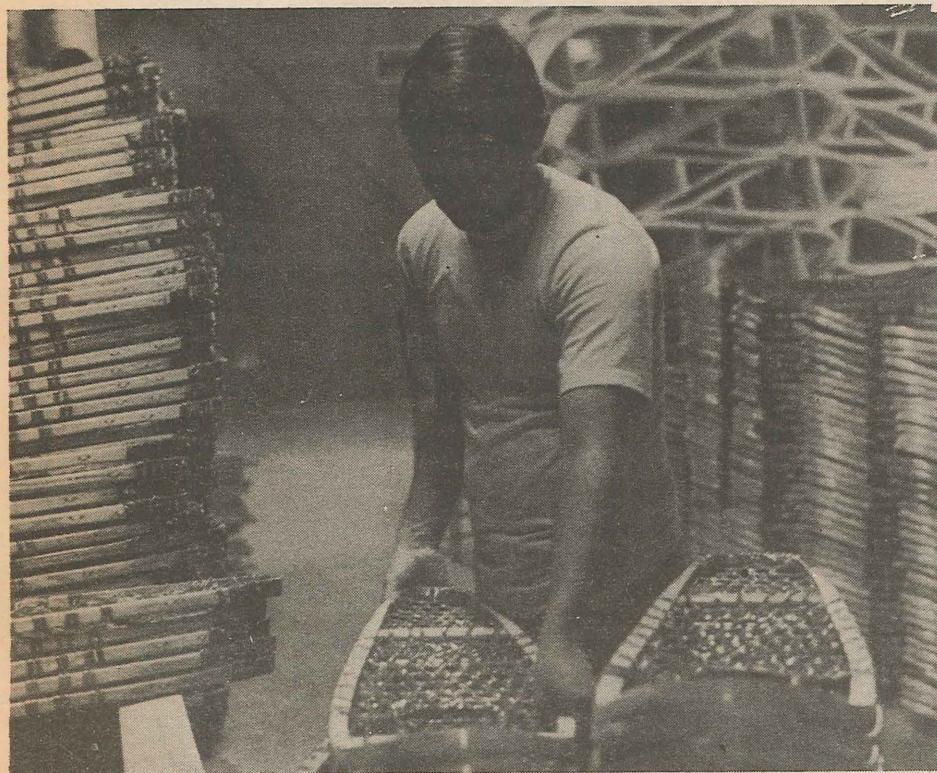
"The Public Service in the North has grown rapidly in the last 10 years" he said "and currently there are over 2,000 positions established. However, only 10 per cent of these positions are filled by native northerners, with just a handful in managerial positions. Since native people make up over 50 per cent of the population of the combined Territories, the Northern Careers Program is designed to correct this."

Commenting on the racist question, Forth said "We have a multicultural society in the north, particularly in communities such as Yellowknife and it is of great concern to me that newcomers of European or Asian background are able to accept each other more readily than they are able to work with the North's original inhabitants. Perhaps it is because we newcomers tend to share a similar background with respect to the wage economy and fail to recognize the achievements of the native people within their own cultural heritage".

Illustrating this remark, he said "A colleague of mine recently spent some time with a group of native people in a northern hunting camp and discovered his own lack of skills and experience meant he was engaged in the less complex task of the group. It was a kind of reversal — in the office he was the boss, making decisions, giving directions, while in the camp he was taking directions and no longer had the expertise. We fail to recognize there are tremendously complex skills involved in living on the land and providing a living for your family."

Responding to a question regarding achievements of the native people, he said "There are many examples of native people in the north who have been able to enter the wage economy and achieve a high degree of success without sacrificing their own particular values."

(continued on page 8)



Un développement sous le signe de la fierté

Par Martine Dumont

"Lorsque j'ai été élu chef en 1964, je me suis promis de m'occuper du développement économique de la réserve. Je voulais mettre un terme à la dépendance des assistés sociaux et des chômeurs pour redonner à ces Indiens Hurons leur fierté." Ces propos sont de Max Gros-Louis, chef du Village des Hurons, près de Québec, que nous avons rencontré tout dernièrement. Il y a toujours eu, au Village des Hurons, une fabrication artisanale de raquettes, de mocassins et de canots, cependant la production était insuffisante pour faire vivre les gens de la réserve.

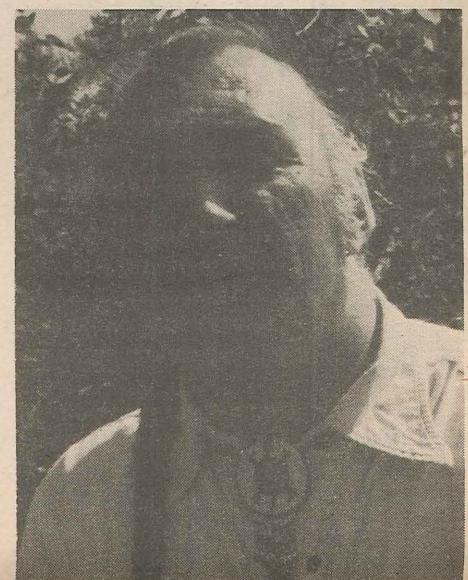
"Comme la réserve n'avait pas une superficie très étendue, il a fallu d'abord réclamer des terres afin de faciliter la construction de nos industries. Nous avons obtenu gain de cause et le gouvernement fédéral a racheté pour nous une parcelle de terrain," de dire le chef Gros-Louis. "Par la suite les manufacturiers modernisèrent leur machine et spécialisèrent leur technique de fabrication. Ce passage d'un mode tout à fait artisanal à un mode plus industrialisé permit d'accroître la production des industries de la réserve et de créer des emplois. Encore aujourd'hui, pour conserver une certaine authenticité, environ 60% au moins de la fabrication demeure artisanale: le laçage de la raquette et le plissage du mocassin se fait manuellement."

Max Gros-Louis ajoute que depuis quelques années un Comité de développement économique est en place dans la réserve. Le rôle du Comité est d'étudier la rentabilité des manufactures ou des commerces, de voir les possibilités d'en établir d'autres et de faire des recommandations au conseil de bande. De son côté, le conseil de bande envoie les demandes de prêts et de subventions au ministère des Affaires indiennes et du Nord. Si toutefois certaines industries le désirent, le Ministère peut engager à titre de consultant des administrateurs qualifiés qui aideront à structurer leurs effectifs.

Les gens de la réserve ont surmonté bien des difficultés dans le domaine de l'administration et de la mise en marché des produits. Les manufacturiers subissent, comme partout ailleurs, les durs coups d'un climat économique défavorable, mais tous demeurent optimistes quant à l'avenir. A l'heure actuelle, les manufactures de la réserve produisent au total chaque année 350000 paires de raquettes, 2000 canots, des milliers de paires de mocassins et de bottes de raquettes ainsi que de nombreux articles comme les chapeaux de fourrure et les bâtons de crosse. Il n'y a donc pas, pour ainsi dire, de chômage au Village des Hurons et l'on doit même faire appel à une main-d'œuvre non indienne pour combler les postes vacants.

Présentement, différents projets sont à l'étude au conseil de bande. On

envisage la possibilité d'établir un centre commercial pour réunir les commerces de la réserve. D'autre part, on a mis sur pied un important programme d'ha-



Max Gros-Louis

bitation qui vise, comme le dit le chef Max Gros-Louis "à aider les gens de la réserve à se construire une maison. Le conseil de bande leur prête de l'argent à 5% en première hypothèque et à 7% en deuxième hypothèque, ce qui est très avantageux pour eux. Les Indiens ont généralement du mal à emprunter dans les banques comme tout le monde; c'est pourquoi nous avons ouvert notre propre banque, une caisse populaire. Nous espérons pouvoir venir davantage en aide aux commerçants et aux manufacturiers en leur prêtant par cette caisse de l'argent à des taux plus raisonnables." Et il ajoute: "Je veux que l'on sache que les Indiens peuvent devenir de bons hommes d'affaires s'ils le veulent."

On compte présentement huit grandes manufactures au Village des Hurons: la *St-Charles River Mfg.* de M. Marcel Sioui, dont les spécialités sont les mocassins de cuir et de loup marin, les raquettes, les bottes et les harnais de raquettes, ainsi que les chapeaux et mitaines en fourrure; l'*Industrie Bastien*, de M. Rolland Bastien, dont la spécialité est le mocassin; la *M.P. Indian Canoes*, de M. Maurice Picard, qui fabrique uniquement les canots; La maison *Sport D'Hiver Huron*, de M. Jacques Gros-Louis, dont la production comprend la raquette, le harnais, le bâton de hockey et le bâton de crosse; la *Gros-Louis Snow Shoes*, de M. Antoine Gros-Louis, qui produit des raquettes; la *Menuiserie huronne*, de M. Jean-Claude Paul, dont la spécialité est la raquette; la *Saki Industries*, de M. Gilles Gros-Louis, dont la spécialité est le mocassin et la botte de raquette; et la maison *Ondawa*, de M. Claude Gros-Louis, dont la spécialité est la fabrication de fûts de raquette.

Micmac Fiddler Strives to be Best

by Vivian Denny

When you're number two — you try harder. When you're number 11 — you try a whole lot harder.

"I'm competitive! It's in my blood. I will strive to be the number one fiddler in the world."

The speaker is Lee Cremo, 35 year old Micmac Indian from Eskasoni, Nova Scotia, and he is among the worlds' top fiddlers.

Cremo joined the select group of the world's class violinists by competing in the Grand Masters Fiddling Championships in Nashville, Tennessee. In 1973, Cremo placed 7th and "pride rose high within me" when he rose up to 5th place in 1974 among 826 contestants from all over the world. This June, because of his high standings in previous competitions, Lee could have entered the finals without going through the preliminaries. But the easy route to the finals didn't appeal to Cremo. He felt "it wasn't fair to the other competitors".

But this time, Cremo the first Micmac to ever appear in the Grand Ole Opry, finished well back in eleventh place. "My timing was a little off but I didn't think it would affect me that much," said Cremo. It was some consolation that fellow Canadian, Rudy Meeks of Orville, Ontario won the coveted award.

This setback was temporary. Cremo came right back to Nova Scotia and won the Maritime Fiddling Championship as he had done in 1966, 67, 68 and 76.



The competition in the Maritimes is stiff. On the Eskasoni reserve alone there is a fiddler in just about every second home. On Cape Breton Island there are countless numbers of fiddlers who play the Scottish and Irish style that Cremo plays. "It's no picnic" says Cremo.

Cremo almost got his own television show last September. It would have been called "Meet Me Tonight". But due to some sponsorship difficulties it did not materialize. As Lee puts it "if I had \$25,000 now I would jump over the mountain". This is how much it would have cost per show.

Cremo's musical endeavors have not brought him great riches. But he

Nine years ago, Mel Jacobs dropped out of school with a grade 11 education to work as a labourer on an assembly line in a boat manufacturing plant near his home on the Curve Lake reserve 20 miles north of Peterborough.

With such a limited education, Mel Jacob's economic future looked bleak. But today he is manager of the Indian counselling unit of Indian Affairs in Ottawa.

Gerald Esquash, age 28 is another dropout. Since then he's held numerous jobs. Last year a junior position with the Manitoba Indian Cultural and Education Centre caught his eye. Today he is director.

Three years ago Corrine Mitchell, a cheerful and inspiring resident of the Restigouche reserve in Quebec near the New Brunswick border, found time on her hands. At 42 she had raised five children and wanted a new challenge.

"There was no sense in sitting at home" she recalls.

She didn't. And today she is floor manager of the Micmac Sewing Company that employs 23 Indian women.

These three people share one thing — they have benefitted from the training-on-the-job program sponsored by the department of Indian Affairs and Northern Development.

The objective of the program is to equip Indian and Inuit people with the skills and experiences that will better enable them to compete for and benefit from available employment opportunities and advancement.

It is aimed at the "hard core unemployed" who, because of a lack of formal education, skill or work experience, find it difficult to break into the labor force.

Training-on-the-job is "learning by doing". This is accomplished by plac-

owns a comfortable home, he and his wife drive late model vehicles and he jokingly admits to owning 12 guns, "just in case you work for the Mafia."

Cremo's name draws big crowds but expenses are high and profits low. Cremo pays his four players an average of \$30 to \$40 a night. He also picks up all the travelling expenses to and from a competition. The resulting financial limitations are all that prevent Cremo from entering the Nashville competition every year.

To supplement his musical income, Cremo drives a 66-passenger school bus transporting Indian students going to nearby schools. Lee loves every one of his young passengers and is extremely concerned for their safety. He will not play at a dance the night before a school day. One reason Cremo loves the younger generation so much is because "they appreciate music more than anyone else." "They listen to what I have to play." "I hate playing at parties. People start talking when the music starts", admits Cremo.

Lee is more of a serious professional than a showman. "I'm really involved in my music, on television I never smile. I find it too delicate, haven't got the time to fool around. You have a chore to do and have no time to smile", he says.

"The fiddle is the hardest instrument to play. The accuracy for the fingers, the bow, type of resin, strings, and even the type of fiddle I use accounts for my playing", says Lee.

There's truth in the old saying "practice makes perfect." But Cremo says you can overdo it. He figured he

had gone too far awhile ago when he realized he was spending about 75 percent of his time on the fiddle. His father had already told him there were other things in life besides the fiddle. Cremo learned the truth of this shortly after when he met his wife, Nellie, at a dance in Sydney, N.S. At 30, he thought his marriage possibilities were behind him. They now have two children, Elizabeth Ann, six, and Timothy Ryan, two.

Cremo has encountered the inevitable conflict between his burning ambition to be the world's top fiddler and his instinctive parental commitment to his family. If the conflict becomes critical, he says his family will come first and his competitive ambitions will just have to wait.

Lee's parents, the late Simon Cremo and Annie Cremo, came to the Eskasoni reserve from the Chapel Island Reserve in 1942. Because Lee's father was also a fiddler, the success which Lee encountered is attributed to him.

Being selfish will never be one of Lee Cremo's traits. He gave up his grade 10 education to support the family when his father had a stroke. Now he's involved in numerous fund raising campaigns, benefit concerts, anything that involves the community.

Cremo, who has cut five records, is indeed a busy man. And whatever he puts his hands to, whether it's the fiddle, community projects, raising a family or providing safe transportation for school children, one thing is sure. Cremo will give it his all!

Training-on-the-job Program

by K. Isaac

ing a person directly into a work situation for practical experience and knowledge in a chosen field or skill.

The concept may be "old as the ark", but it was only developed on a formal basis by the department in 1968, according to Bob Biddle, national co-ordinator of the program.

The training concept has been very successful. Since its inception, the program has led to the employment and promotion of approximately 5,000 Indian and Inuit people in both the private and public sector.

People have trained in a variety of areas from scuba diving to adult education. The training period can last from several weeks to a maximum of 52 weeks depending on the complexity of the skill to be learned.

Training is provided by federal and provincial governments, private industry, Indian organizations, school boards, community agencies and private non-profit organizations.

The program operates on a 50-50 cost shared basis when private industry is involved. The department is totally responsible for training provided by other government agencies and private non-profit organizations. Some Indian band councils are also involved in the program.

The budget for this year is \$2 million and is administered by regional or district offices of Indian Affairs or band council offices through their social, employment or educational counsellors.

The counsellor's main job is to seek out and advise suitable trainees. Eligibility requirements are kept "flexible"

to make the program accessible to as many people as possible.

"But there must be something there to build on" says Biddle. "When we recruit people we do not have any preconceived idea of what they will do. They decide".

In addition to technical training, the program also offers counselling to trainees, who because of cultural, social or personal reasons have problems adjusting to the new work environment.

"There is no common approach to counselling, it is up to the supervisor or the counsellor to establish a relationship with the trainee", comments Biddle.

What happens to trainees after training?

Well it seems many of these qualified people are being hired by the band councils that have assumed more local responsibility and control over their affairs. Indian organizations, the department and other government agencies are also hiring more and more Indian people.

It appears that training-on-the-job is accomplishing what it was setting out to do. "More people are ending in permanent meaningful employment", says Biddle.

But he admits "not everyone" benefits from a training-on-the-job opportunity. This reinforces Jacobs' belief that careful selection of candidates is of vital importance.

Mel Jacobs, Gerald Esquash and Corrine Mitchell, all demonstrate strong personal initiative in taking maximum advantage of their opportunity.

A Montagnais Dictionary for Pointe-Bleue

Jeanne-Mance Charlish of Pointe-Bleue has written a children's dictionary of the Montagnais language as it is spoken on the reserve.

Miss Charlish, who already has a Bachelor's degree in education, is expecting to finish a Bachelor's in linguistics this year. She has taught the Montagnais language to children and adults on her reserve for several years. She has also conducted a good deal of research which will enable her in the near future to produce a grammar of Montagnais as it is spoken at Pointe-Bleue. The dictionary, which she has just finished, will be published within the framework of the "Curriculum" project (an Amerindianization project).

In Miss Charlish's words, "I took into account the opinions of the elders on the reserve regarding the form of writing to be used; I wanted the spelling to be accurate and representative of our Montagnais dialect. The dictionary contains 2,000 words or expressions taken from the contemporary Montagnais vocabulary. As our language has obviously evolved, I selected words which would be of use to our children." To this she added, "I hope that my people on the reserve will be pleased with this work as my goal was to help preserve our language."

Un petit bijou de musée à Pointe-Bleue

Les Indiens montagnais de Pointe-Bleue, dans la région du Lac St-Jean au Québec, ont ouvert aux visiteurs le 5 juin dernier un merveilleux petit musée qui leur a coûté deux années d'efforts

Par
Martine Dumont



Mme. C. Casavant

dans le choix des matériaux. Pour ce qui est de la décoration intérieure du musée, ce sont les femmes qui s'en sont chargées. Elles ont fabriqué toutes les murales et autres détails que l'on y retrouve, puis elles ont habillé les fenêtres du musée avec des rideaux dont les motifs sont de leur invention.

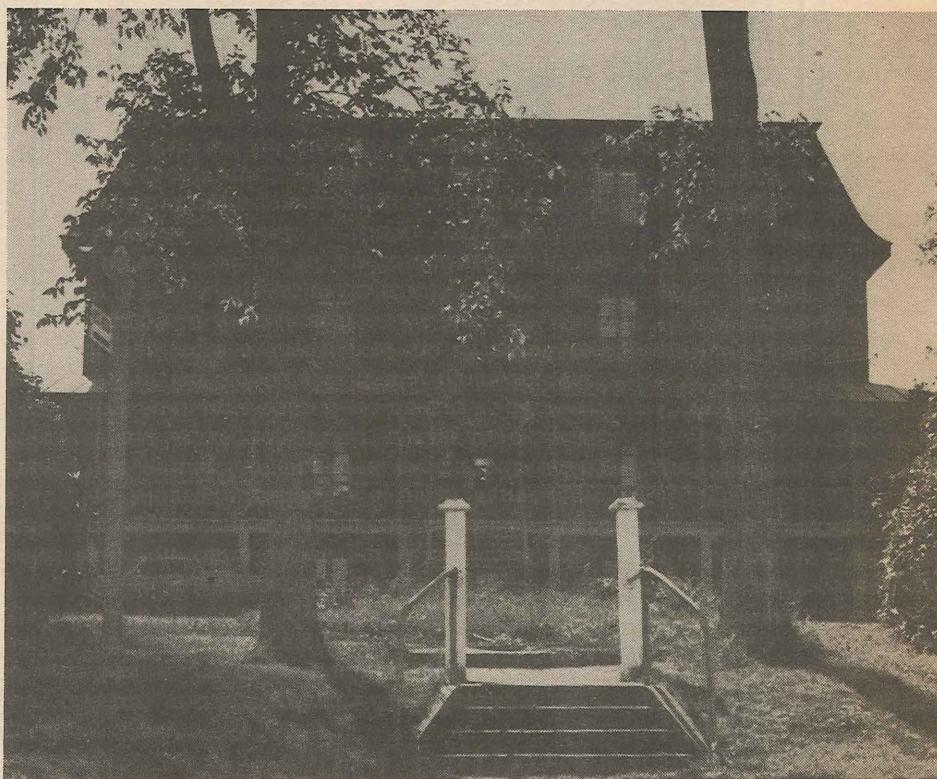
On peut dire que ces premiers efforts donnent un joli coup d'oeil et qu'on a envie de s'y attarder un moment.

Il y eut bien sûr beaucoup de recherches pour l'élaboration des thèmes ou le choix des pièces présentées qui donna lieu à un autre projet d'envergure.

Mme Carmen Casavant a soumis cette idée de "musée" à Pointe-Bleue au ministère des Affaires culturelles du Québec, y obtenant une réponse favorable, ainsi que de précieux conseils et une aide financière.

Mme Casavant a participé à toutes les différentes étapes de l'élaboration du musée et en a coordonné la majeure partie des activités. Elle est présentement à la fois responsable du musée et présidente de la Société d'histoire et d'archéologie de Pointe-Bleue. Mme Casavant a suivre un cours en gestion sous les auspices des Musées nationaux à Ottawa. Elle a donc, outre son expérience personnelle, les qualifications requises pour assumer semblables responsabilités.

"Nous avons décidé de choisir pour thème principal "la chasse et son utilité". Nous voulions surtout faire une exposition intéressante en évitant tout le pot-pourri. Nous avons demandé la



Le Musée à Pointe-Bleue

collaboration des personnes âgées de la réserve pour développer ce thème: armes de chasse, pièges, vêtements, etc... Déjà ces sujets nous amenaient à parler du tannage des peaux et de l'art tellement méconnu de la décoration des vêtements (perlage, broderie, etc.).

"Nous avons emprunté des pièces appartenant à des gens de la réserve, de même que quelques photos dont nous avons fait des reproductions et nous avons également quelques éléments qui nous sont prêtés par le musée du Saguenay à Chicoutimi. Quant aux pièces impossibles à obtenir, nous en avons fait des reproductions. Cette dernière activité a son bon côté car nous avons réappris ensemble certaines caractéristiques jusqu'alors oubliées de notre artisanat: en broderie, par exemple, le motif de la fleur montagnaise, ou encore, le laçage de la

raquette de chez nous qui a aussi ses dessins originaux.

"Le musée est réellement un apport intéressant pour la réserve et, je l'espère aussi pour tous les gens qui l'ont visité ou qui y viendront dans un avenir prochain."

Depuis son ouverture, le musée a accueilli plus de 5000 visiteurs en l'espace de deux mois, ce qui est d'excellent augure. Actuellement deux équipes d'étudiants engagées par Vacances Kuie Kuie, alternent entre le musée et le projet de vacancier de Pointe-Bleue. Le musée est ouvert de 9h 30 à 20h 30 tous les jours de la semaine jusqu'au 30 octobre prochain. L'admission y est de 50¢ pour les enfants et étudiants et d'un dollar pour les adultes. Tous ceux qui auront la chance de s'y rendre seront certes enchantés de leur visite.

et de dévouement.

C'est un peu grâce à des projets d'initiatives locales (PIL) qu'on a pu franchir les diverses étapes de la réalisation du musée. La première, ce fut la rénovation de l'édifice, c'est-à-dire l'ancien presbytère de Pointe-Bleue construit en 1889. M. Guy Courtois, architecte originaire de cette réserve, a conçu les plans de rénovation et en a dirigé les différentes opérations. Pour ce qui est des travaux de menuiserie, de peinture et le reste, ce sont tous des hommes de la réserve qui les ont exécutés. L'extérieur du presbytère est demeuré intact, tandis que pour l'intérieur on est resté fidèle à la tradition

Recherches généalogiques et archivistiques

par K. Isaac

Pour faire subventionner par le gouvernement américain les études universitaires de son fils âgé de 18 ans, une mère de Haverhill (Mass.) désire prouver qu'il a au moins 50% de sang indien.

Un Indien de Winnipeg croit être admissible au régime des pensions de vieillesse du Canada, mais il n'est pas certain de sa date de naissance.

Une bande indienne de l'Ontario désire connaître l'arbre généalogique de son chef héritaire.

Voilà des exemples typiques de demandes de renseignements adressées à M^{me} Viola Summers. Fonctionnaire ayant 22 ans de service, elle accomplit depuis 7 ans un travail tout à fait spécial. Actuellement, elle dirige la sous-section des recherches généalogiques et archivistiques, qui relève de la Division des services administratifs et financiers du programme des Affaires indiennes et esquimaudes du ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Les travaux généalogiques de la sous-section consistent à retracer

l'ascendance et le passé d'une personne par la consultation de documents et des registres du gouvernement. Ceux-ci permettent de dresser l'arbre généalogique, d'établir l'âge, l'état civil et la preuve de l'ascendance indienne d'une personne. Ils servent également à déterminer le parent le plus proche dans les cas d'intestat, c'est-à-dire lorsqu'une personne meurt sans testament.

La sous-section se sert également des registres des Indiens inscrits dressés par des agents régionaux du Ministère, de 1947 à 1951. On y retrouve les noms des chefs de famille, ainsi que ceux de leurs femmes et de leurs enfants selon l'âge et le sexe de chacun.

Les recherches archivistiques consistent essentiellement à fouiller dans des documents historiques. Les registres de la collection renferment l'histoire générale des bandes depuis leurs origines, les noms de leurs chefs et de leurs conseillers, la superficie de chaque réserve, ainsi que la date des traités et les circonstances entourant leur signature.

Les renseignements proviennent

d'un certain nombre de sources: délibérations du Conseil du Trésor, décrets du conseil, levés de terrain et rapports annuels du Ministère, règlements et statuts de la Loi sur les Indiens. Les plus anciens de ces documents remontent à 1864.

Le Bureau des revendications foncières du Ministère se sert également des renseignements recueillis par la sous-section. D'autre part, celle-ci collabore avec les chercheurs et des étudiants post-universitaires qui travaillent à la rédaction de thèses ou de dissertations sur les populations indiennes.

«Il est plus facile de travailler ici, la plupart des renseignements étant sur microfilms», fait observer M^{me} Summers.

Les demandes viennent de partout: conseils de bande, ministères fédéraux et provinciaux responsables de l'administration des avantages sociaux, organismes indiens, citoyens canadiens et américains, etc.

Pour la plupart des demandes provenant de particuliers, le surveillant de district du Ministère ou d'organismes s'occupant d'avantages so-

ciaux écrivent au nom de la personne intéressée.

La sous-section répond à environ 400 demandes de renseignements par année. Ce fardeau est d'autant plus lourd que la sous-section compte deux personnes seulement. Voilà pourquoi le travail s'amonce parfois.

M^{me} Summers qualifie son travail d'intéressant. «Les journées passent comme un éclair», nous affirme-t-elle.

Voulez-vous connaître les réponses qu'ont obtenues les personnes mentionnées dans l'introduction?

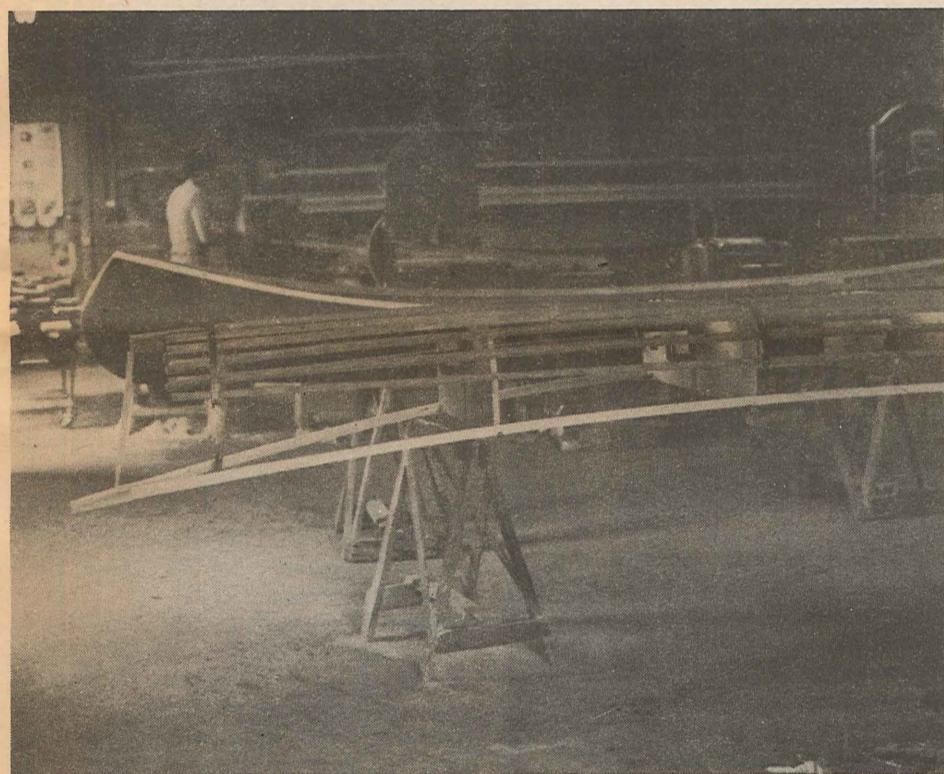
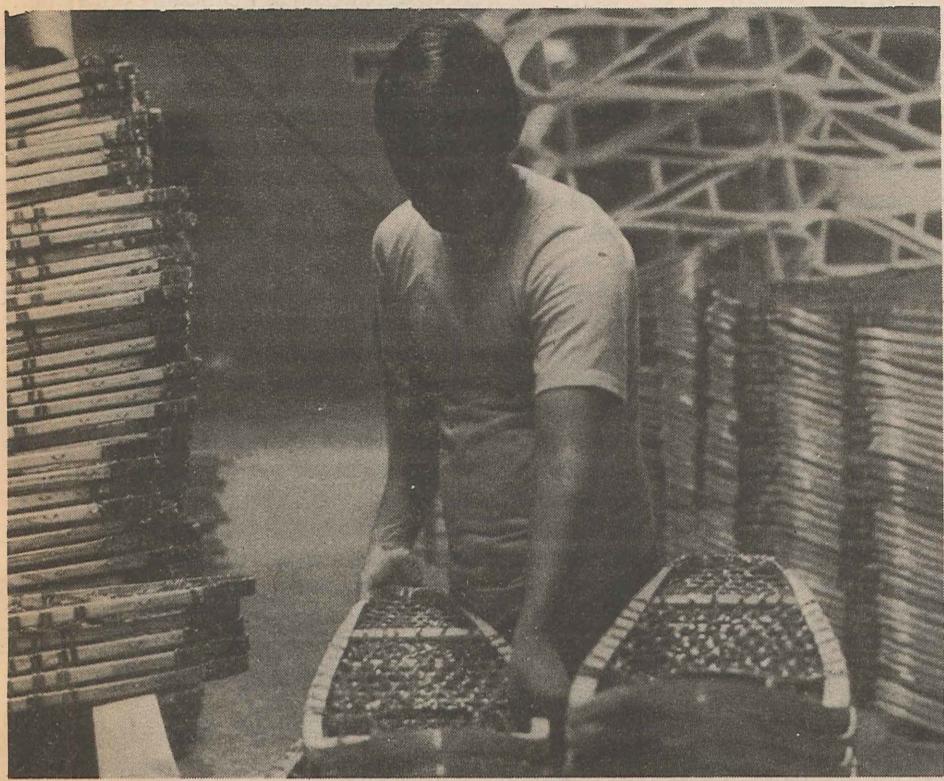
Le jeune garçon du Massachusetts avait effectivement du sang indien et avait droit aux subventions accordées pour entreprendre des études universitaires.

L'Indien de Winnipeg est né entre 1911 et 1912. Il touche maintenant une pension.

La bande indienne de l'Ontario possède maintenant des renseignements complets sur l'ascendance de son chef.

La sous-section des Recherches généalogiques et archivistiques de

(suite page 8)



Development in the Name of Pride

by Martine Dumont

"When I was elected chief in 1964, I promised to devote my attention to the economic development of the reserves. I wanted to put an end to dependence on social assistance and unemployment insurance and restore the pride of these Huron Indians." These are the words of Max Gros-Louis, Chief of the Huron Village near Quebec City, whom we met recently. There has always been small-scale manufacturing of snowshoes, moccasins and canoes in the Huron Village; however, production was not sufficient to provide a living for the people of the reserve.

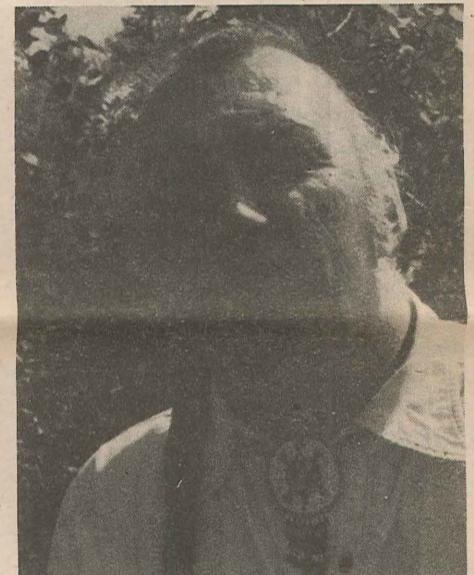
"Since the reserve did not occupy a very large area, it was first of all necessary to press for lands in order to facilitate the construction of our industries. We won our point and the federal government bought back a piece of land for us," explains Chief Gros-Louis. "The manufacturers then modernized their equipment and specialized their manufacturing techniques. This transition from a method based entirely on handcrafting to a more industrialized process made it possible to increase the production of the reserve's industries and create jobs. Even today, however, in order to maintain a certain authenticity, approximately sixty per cent of the product continues to be handcrafted, with the stringing of snowshoes and the folding of moccasins being done by hand".

Max Gros-Louis goes on to state that for a number of years, the reserve has had an economic development committee. The committee's role is to study the profitability of the industries or businesses, examine the possibilities of establishing others and make recommendations to the band council. For its part, the band council forwards applications for loans and grants to the Department of Indian and Northern Affairs. The Department can, if a number of industries so desire, hire as consultants qualified administrators who will help them to structure their manpower.

The people of the reserve have overcome many difficulties in the field of administration and the marketing of products. Although the manufacturers, here as elsewhere, are experiencing the hardships of an adverse economic climate, they all remain optimistic about the future. At present, the reserve's industries have a total annual production of 350,000 pairs of snowshoes, 2,000 canoes and thousands of pairs of moccasins and mukluks, as well as a number of articles such as fur hats and lacrosse sticks. Thus, there is practically no unemployment in the Huron Village and it is even necessary to resort to non-Indian labour to fill job vacancies.

Various projects are currently under study by the band council. Consideration is being given to the possibility of establishing a shopping centre to

house all of the reserve's businesses in one location. Moreover, a major housing program has been established which is designed, in the words of Chief Max Gros-Louis, "to help the people of the reserve build themselves homes. The band council lends them money at five per cent interest on the first mortgage and seven per cent on the second, in other words at very favourable terms. Indians generally have difficulty borrowing through the banks like other people. That is why we have opened our own bank — a credit union. We hope to be able to further



Chief Max Gros-Louis

assist merchants and manufacturers by lending them money through this credit union at more reasonable rates." He adds: "I want people to know that Indians can become good businessmen if they want to."

At present, there are eight major industries in the Huron Village:

- St-Charles River Manufacturing, owned by Mr Marcel Sioui, specializing in leather and sealskin moccasins, snowshoes, mukluks, snowshoe bindings and fur hats and mittens;
- L'Industrie Bastien, owned by Mr Rolland Bastien, specializing in moccasins;
- M P Indian Canoes, owned by Mr Maurice Picard, which manufactures canoes only;
- Sport d'Hiver Huron, owned by Mr Jacques Gros-Louis, which produces snowshoes, snowshoe bindings and hockey and lacrosse sticks;
- Gros-Louis Snowshoes, owned by Mr Antoine Gros-Louis, which manufactures snowshoes;
- Menuiserie Huronne, owned by Mr Jean-Claude Paul, specializing in snowshoes;
- Saki Industries, owned by Mr Gilles Gros-Louis, specializing in moccasins and mukluks;
- Maison Ondawa, owned by Mr Claude Gros-Louis, specializing in the manufacture of snowshoe frames.

Tous pour un, un pour tous

par W. Whitecloud

Les membres de l'Association des piégeurs du Manitoba forment un ensemble très varié.

En effet, 40 pour cent des membres sont des Métis, 33 pour cent, des Indiens assujettis aux traités et 27 pour cent, des Blancs.

L'Association se compose en majorité d'hommes, mais on y retrouve aussi quelques femmes.

Cette diversité évidente de composition n'empêche toutefois pas les intéressés de se rallier à un objectif commun: la mise en valeur de l'industrie du piégeage au Manitoba et l'amélioration du sort des piégeurs.

George Simpson, président de l'Association, déclarait récemment: «On se moque bien des diversités raciales et autres au sein de notre association.»

Simpson, lors de cette entrevue, faisait allusion à l'association et au programme quinquennal de \$10 millions visant la mise en valeur de l'industrie du piégeage au Manitoba. Il a été élaboré conjointement par les gouvernements fédéral et provincial afin d'aider les piégeurs à exploiter plus efficacement leurs territoires de piégeage.

Les deux gouvernements jugeaient qu'un programme d'aide s'imposait au Manitoba afin d'y relever l'industrie de la fourrure qui, selon Simpson, était alors sous-développée. Le programme devait permettre aux piégeurs de piéger un plus grand nombre d'animaux à fourrure, augmentant ainsi leurs revenus.

On a discuté du programme, puis les deux gouvernements s'en sont renvoyé les responsabilités jusqu'à ce que les piégeurs décident, en 1972, de créer une association incorporée. Ils purent alors avoir voix au chapitre et les trois parties reprirent les entretiens. Le programme était prêt à entrer en vigueur au printemps de 1975.

Les deux gouvernements ont convenu de se partager en parts égales le financement du programme. En ce qui a trait au gouvernement fédéral,

c'est le ministère des Affaires indiennes qui fut chargé de sa représentation en raison du grand nombre d'Indiens engagés dans les activités de piégeage au Manitoba.

Les 7 000 à 8 000 piégeurs du Manitoba (y compris les Indiens) se partagent des revenus annuels allant de \$1.6 million à \$10 millions. Selon Bob Carmichael, l'administrateur du programme, ces revenus annuels peuvent facilement augmenter de \$10 millions en moyenne.

Le programme vise à stabiliser les revenus des piégeurs en leur accordant des subventions pour améliorer leurs territoires de piégeage, et des prêts d'exploitation qu'il serait difficile d'obtenir des banques.

Lorsqu'il s'agit de piégeage, la question de la conservation revient inévitablement sur le tapis. D'après Simpson, dans certaines régions de la province, les animaux à fourrure abondent et sont loin d'être en voie de disparaître. De plus, certains secteurs ont besoin de piégeage pour éviter la surpopulation du gibier.

Chaque piégeur doit être conscient de l'importance de la conservation, car sa subsistance en dépend. Ses activités font également l'objet d'une supervision par l'entremise d'un agent de conservation provincial, lequel surveille de près les territoires de piégeage et donne l'alarme lorsqu'il y a prise excessive. Il en arrive à cette conclusion lorsque les prises sont très élevées une année et très peu nombreuses l'année suivante. Dans de telles circonstances, le piégeur perd immédiatement son droit sur ledit territoire, au profit d'un de ses collègues. C'est au conseil local des fourrures qu'il incombe de prendre de telles décisions.

Les conseils des fourrures se composent de résidants du Manitoba et se retrouvent dans toutes les régions de la province. Il y en a 58 en tout, chacun possédant sa propre zone de responsabilité. Les conseils communiquent leurs problèmes à l'Association des piégeurs.

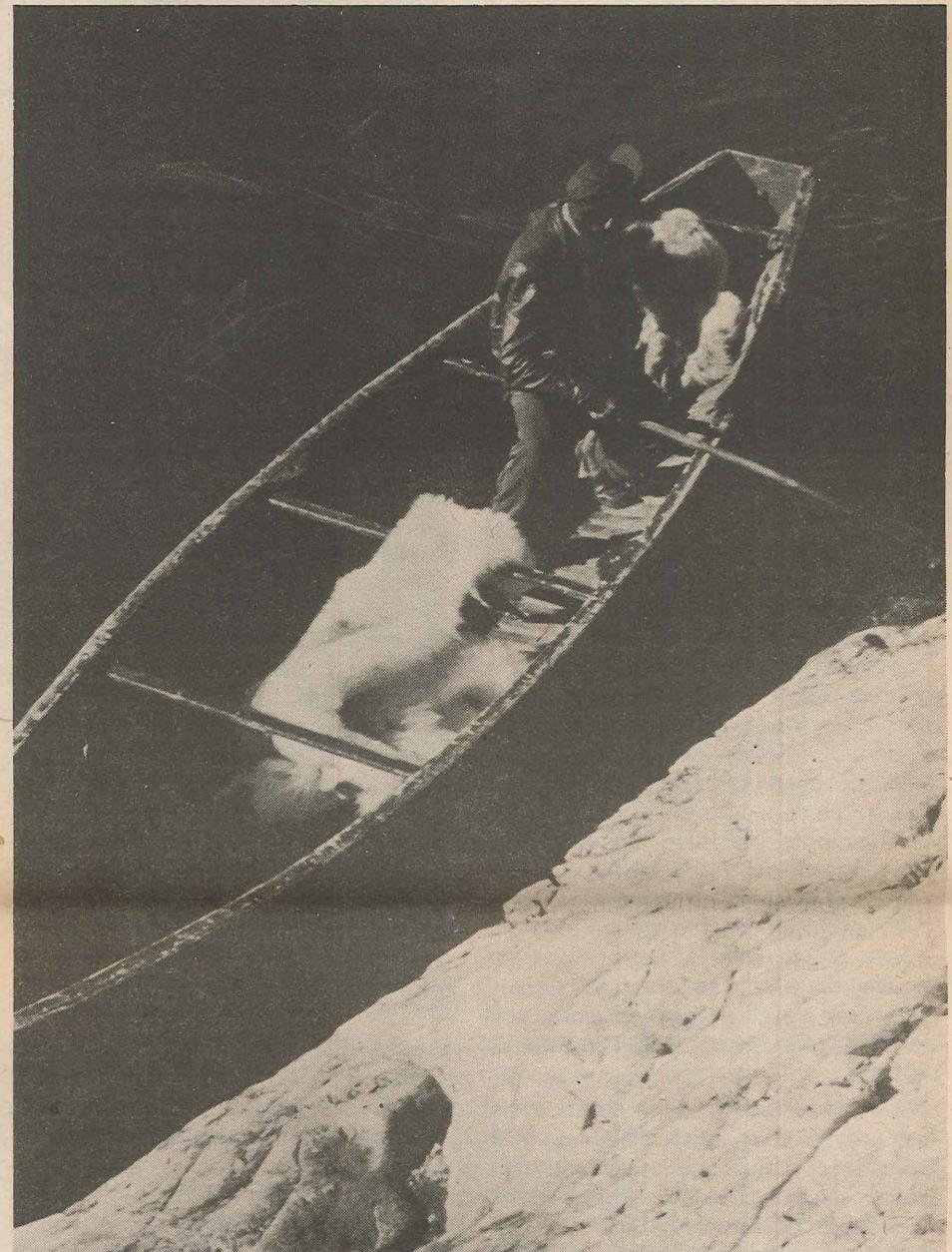
Un des problèmes auxquels l'As-

sociation doit faire face concerne la controverse sur les méthodes clémentes de piégeage.

Simpson a déclaré qu'une part importante de l'économie des habitants du Nord se volatiliserait si des lois venaient interdire les activités de piégeage. Il juge que le mode de vie des piégeurs devrait être protégé contre l'éventualité de telles lois.

les piégeurs. Actuellement, ceux-ci reçoivent environ entre 60% et 40% du prix de vente des peaux.

Malgré quelques problèmes permanents, le programme des fourrures du Manitoba est quand même l'un des plus efficaces du genre au Canada et représente assez bien les Indiens. Toujours d'après Simpson, le programme réalise la plupart de ses objectifs, les piégeurs recevant



La mise en marché des peaux constitue une bonne part des activités de l'Association. Celle-ci espère organiser des ventes à l'encaissement qui seraient plus équitables pour

déjà plus d'argent pour leurs peaux.

Pour Simpson, le programme est un investissement, et non pas un système de subvention ou de charité.

nification des objectifs à long et court termes. Nous nous appliquons à assurer que le mode de mise en vigueur de ces objectifs restera négociable.

Nous espérons que le public canadien, et particulièrement les jeunes gens, réussiront à comprendre notre situation. Peut-être notre message pourra-t-il, grâce à votre compréhension, atteindre une plus grande partie du public. Nous, les Nishnawbe-Aski savons que nous avons beaucoup à offrir, non seulement à nos propres enfants, mais également à tous les enfants canadiens. Nos efforts pacifiques pour recouvrer notre autonomie et notre croyance dans la dignité souveraine de chacun se rapprochent étroitement des principes de la démocratie occidentale.

Notre désir d'autonomie découle d'un besoin philosophique et psychologique et ne cherche aucunement à recréer notre mode de vie d'il y a cent ans. Les négociations initiales visant les changements organiques essentiels à la mise en vigueur de notre Déclaration ont déjà été amorcées aux niveaux supérieurs des administrations provinciales et fédérale. Les tableaux schématiques contenus dans notre document ne donnent hélas aucune idée du temps et des efforts consacrés à la pla-

Le Grand Conseil créé en vertu du traité n° 9 représente les Nishnawbe-Aski. Plus de 20 000 hommes, femmes et enfants, Indiens au sens de la Loi sur les Indiens, sont répartis dans quelque quarante collectivités dans le nord de l'Ontario. Un grand nombre de personnes d'ascendance autochtone non reconnues par l'administration habitent également ces agglomérations.

Nous faisons parvenir des lettres semblables à la présente à tous les députés au Parlement fédéral et au Parlement provincial de l'Ontario, aux organismes commerciaux, scolaires et religieux ainsi qu'à la Reine et au Premier ministre de la Grande-Bretagne. Ces démarches font toutes partie d'un programme permanent de relations publiques.

Le personnel du bureau du Traité n° 9 se fera un plaisir de recevoir vos questions ou tout commentaire à ce propos.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef,
A. Rickard

Une Lettre

Messieurs,

Nous avons présenté notre déclaration à M. William Davis, premier ministre de l'Ontario, le 7 juillet 1977, et à M. Allan MacEachen, président du Conseil privé, le 11 juillet 1977.

Le terme «indépendance» possède une signification bien précise dans notre déclaration. Il repose sur le concept d'autodétermination locale. Des concepts semblables d'autonomie se rattachent aux pouvoirs des administrations municipales et provinciales du Canada. Ce droit d'autonomie provinciale constitue un privilège garanti à l'ensemble de la société et consacré par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Les Nishnawbe-Aski recherchent une forme semblable d'autodétermination, grâce à des mesures législatives.

Nous ne formulons aucune menace quant à la formation d'un État autonome. Nous désirons être autonomes, au sein du Canada. Il faut toutefois reconnaître clairement que le caractère de cet État autonome s'inspirera du mode de vie spirituel et culturel des Nishnawbe-Aski et ne peut négliger le rapport unique de notre peuple avec la nature et les terres de ce continent.

Notre désir d'autonomie découle d'un besoin philosophique et psychologique et ne cherche aucunement à recréer notre mode de vie d'il y a cent ans.

Les négociations initiales visant les changements organiques essentiels à la mise en vigueur de notre Déclaration ont déjà été amorcées aux niveaux supérieurs des administrations provinciales et fédérale. Les tableaux schématiques contenus dans notre document ne donnent hélas aucune idée du temps et des efforts consacrés à la pla-

Chapel Island

Mission Fading

by V. Denny

The Chapel Island Mission, one of the strongest Indian spiritual and cultural traditional events in Cape Breton, may soon only be a memory.

"I see this tradition dying out within the next 10 years," said Noel Marshall, a Micmac elder from the Chapel Island reserve.

In previous years, the mission has always been blessed with good weather and good fortune. But lately there's been too little of either. This year the Chapel Island mission encountered only rain, high winds, and misery for the 3,000 people who came from the United States, Maritimes, and other parts of Canada to celebrate the feast days of Micmac patron Saint-Anne.

The four day event started quite typically with the hustle and bustle of setting up of tents and cleaning out the cabins. Motor boats whizzed back and forth ferrying people from the mainland to this remote island.

There is no water, heat, or electricity on this little island. So what makes people come here?

In the early 1500's, chiefs from the Wabenaki Confederacy would meet here to discuss the political ways of their people. The island was separated into little sections. Each family clan had its own unit. In those early days the Indians didn't camp here for only four days — the duration of the mission today. They stayed for at least two weeks, sometimes longer.

Much activity was enjoyed at the mission in those times. There was story telling, dancing, marriages, births, canoe songs, visitors' songs and dances to accompany them.

Because the Wabenaki Confederacy was too powerful, the French government decided the Indians could only be won over if they were catholocized. And where better to start this conversion than at the annual gathering of the clans.

In 1629, Abbé Pierre Miallaire and Abbé Letroue came to Chapel Island to convert the Indians to Christianity. They first mastered the Indian language of the area and studied the Indian traditions. The Jesuit priests proclaimed St. Anne the patron saint of the Micmacs in that same year — 1629.

In 1742 the Micmacs of Nova Scotia heard their first Christian sermon from a large rock that still stands on Chapel Island today. Ever since that first sermon, the Indian mission has been Catholic. The traditional Indian songs, whose origins were unknown, gave way to songs of the Roman Catholic faith.

The Indians were immediately attracted to this new religion and quickly accepted the word of Jesus Christ. The Micmac people became devoted Catholics. Most of the elders are still devout.

But in recent years, more and more Micmacs don't go to church. They would rather socialize. The Chapel Island Mission has become more of a social event than the religious celebration it once was.

Donald Marshall, Grand Chief of the Micmacs whose leadership role is both political and spiritual, is worried about the Micmacs diversion from religious

ways. In his speech this year to the Indians at the mission, he begged them to place greater emphasis on spirituality and religion.

The mission's recent misfortunes started in December of 1976 when the Chapel Island church building was destroyed by a fire ignited by a thunderbolt from the sky. Indians who watched the blazing church from the mainland cried openly. It was December, an unlikely time of year for a lightning storm.

Immediately a fund raising drive was established to raise money to build a new church. Donations were brisk. A total of \$15,069 had been raised by this June.

As the time for the mission approached, concerned inquiries about the possible cancellation of the mission came this year from across Canada, Florida and California, even Switzerland. The answer came from the Grand Chief and his captains in early June. It would go ahead, for the usual four days, on the weekend on July 28.

It went ahead. But this year it seemed to be different. There was no traditional Indian dancing. No chanting. Gone were the Indian games. There was little sign of tradition, except for the Roman Catholic songs sung in Micmac.

The mission in recent years has usually drawn from 4,000 to 5,000 people. This year it was more like 3,000. And many of those who came, didn't stay long. High winds, rain, miserable weather, caused them to pack up early and leave. Some said they won't be back.

The elders were more patient. They have seen high winds and rain attack the mission before. But the sky had always cleared as soon as the statue of

the patron saint was taken outside the little church for worship.

And on this Sunday, the magic was here again. The sky suddenly grew still. The clouds parted. And for the 648th time, the Micmac Indians began their annual pilgrimage to the rock where Abbé Miallaire once preached. The crowd wasn't as large as in previous years. But those who remained were smiling.

The young, middle aged and the old began singing the songs that have endured all these centuries. Children in the white communion dresses and men in their finest clothes led the procession.

An elderly man from the Memberton reserve at Sydney offered pieces of bread to the people, just as he has done in years past. Everyone who had an official role in the procession in recent years, had it again this time.

But there was one exception. The bell ringer, Anthony Marshall of Memberton, had nothing to do. The 840-pound bell had melted in the intense heat of the fire.

The mission has lost none of its appeal to people like Dolores Hobby of Florida, reunited at Chapel Island with her family from Eskasoni reserve, would come back every summer if she could afford it.

This mission, as a religious celebration, has brought Micmac people home from all over the world for many decades. If elder Noel Marshall's prediction is accurate, if the mission loses its religious and spiritual tone, can it continue to reunite Micmac people around their common heritage and tradition.

Or will it become just another powwow?

Only time can tell.

Couchiching

(continued from page 5)

Mrs. Kenneth Freeman who has attended Couchiching Conferences for many years with her husband, a retired Physician, suggested the Department of Indian Affairs provide an annual scholarship to enable native young people — either two Indian or Inuit boys or girls — to attend a Couchiching Conference.

"This might be a connecting link between their education and moving into the community" Mrs. Freeman said.

"Having an opportunity to listen, participate and get the feeling of what is going on in Canada would bolster their confidence. They feel they do not fit into the reserve and are uncertain how to enter Canadian society".

No resolutions are passed at Couchiching. However, President Whipple Steinkrauss said "This was a popular recommendation which indicated we'd like to have more native people at Canada's Thinker's Conference".



PEN PALS

Pen-Pal Wanted

Silvia Kalisch
Wusterwitzer Str. 24
1806 Wusterwitz
German Democratic Republic
18 years of age. Interests: Music, dancing, books, languages, postage stamps, postcards.

Mr. Barry Wynn
Allanwater Bridge
Ontario.
23 years of age. Ojibway. Interested in corresponding with a Cree girl to share my knowledge.



Pen-Pal Wanted

Young Indian man age 22 would like a young lady age 21 to 28 years of age as a pen-pal. Hobbies: music, rock concerts, bead work, carving, fishing, camping, hunting, trapping and target shooting.

Harold Stewart Wesley
Box 150
New Westminster, B.C.
V3L 4Y5

Pen-Pal

Eight year old boy would like an Indian boy of the same age as a pen-pal. Hobbies: reading, stamp collecting, fishing and making models.

Jonathan Keelty
108 Hei Hei Rd.
Christchurch 4
New Zealand

Pen-pal wanted:

I am 19 years of age and would like an Indian boy or girl as a pen-pal. I would like to hear about the past and present life of Indians in North America. My interests include post cards, stamps, newspapers, radio, etc.

Manfred Rippich
Breitscheidstrabe 7
DDR - 726 OSCHATZ
Germany.

Young Ojibway man would like a pen-pal. Interests: basketball, volleyball, track, dancing, music, reading and letters.

Stewart Neshkiwe
885 Regent St. S.
Sudbury, Ont.
Apt. 1G9

Pen-Pal Wanted

Young Indian man would like a pen-pal. His hobbies are: Bingos, Fishing, Swimming, Country & Western music, Photography, and writing songs.

Victor Ralph Wesley
Box 150
New Westminster, B.C.
V3L 4Y5

Pen-pal wanted:

I am 18 years of age and would like a native girl for a pen-pal (age 17 to 20) who would like to share her thoughts with me.

Anna Monetta
Box 834
Aldergrove, B.C.
VOX 1AO

Seventeen year old Ojibway girl would like a male or female pen-pal. Interests: riding, swimming, hiking and drawing.

Evelyn Stone
P.O. Box 26
Wawa, Ont.
PO 1KO

INDIAN NEWS

The Indian News is published with the assistance of the Department of Indian and Northern Affairs for free distribution to Indian and others interested in Indian activities. This monthly publication, edited by Indians, is devoted to news of, for and about Indians and Indian communities. Articles may be reproduced but credit would be appreciated. Opinions contained in these pages are not necessarily those of the Department. Free expression of viewpoint is invited.

Howard Bernard — Editor
400 Laurier Ave. West
Room 351
Ottawa, K1A OH4, 995-6386

Devenir le meilleur violoneux

par Vivian Denny

Le concurrent qui termine deuxième redouble d'efforts, mais celui qui termine onzième se doit de faire encore bien plus.

"J'aime la compétition. Elle fait partie intégrante de mon être. Je ne vise rien de moins que de devenir le meilleur violoniste au monde."

Ainsi s'exprime Lee Cremo, un Indien micmac âgé de 36 ans, originaire d'Eskasoni en Nouvelle-Écosse, qui se classe parmi les maîtres violonneux.

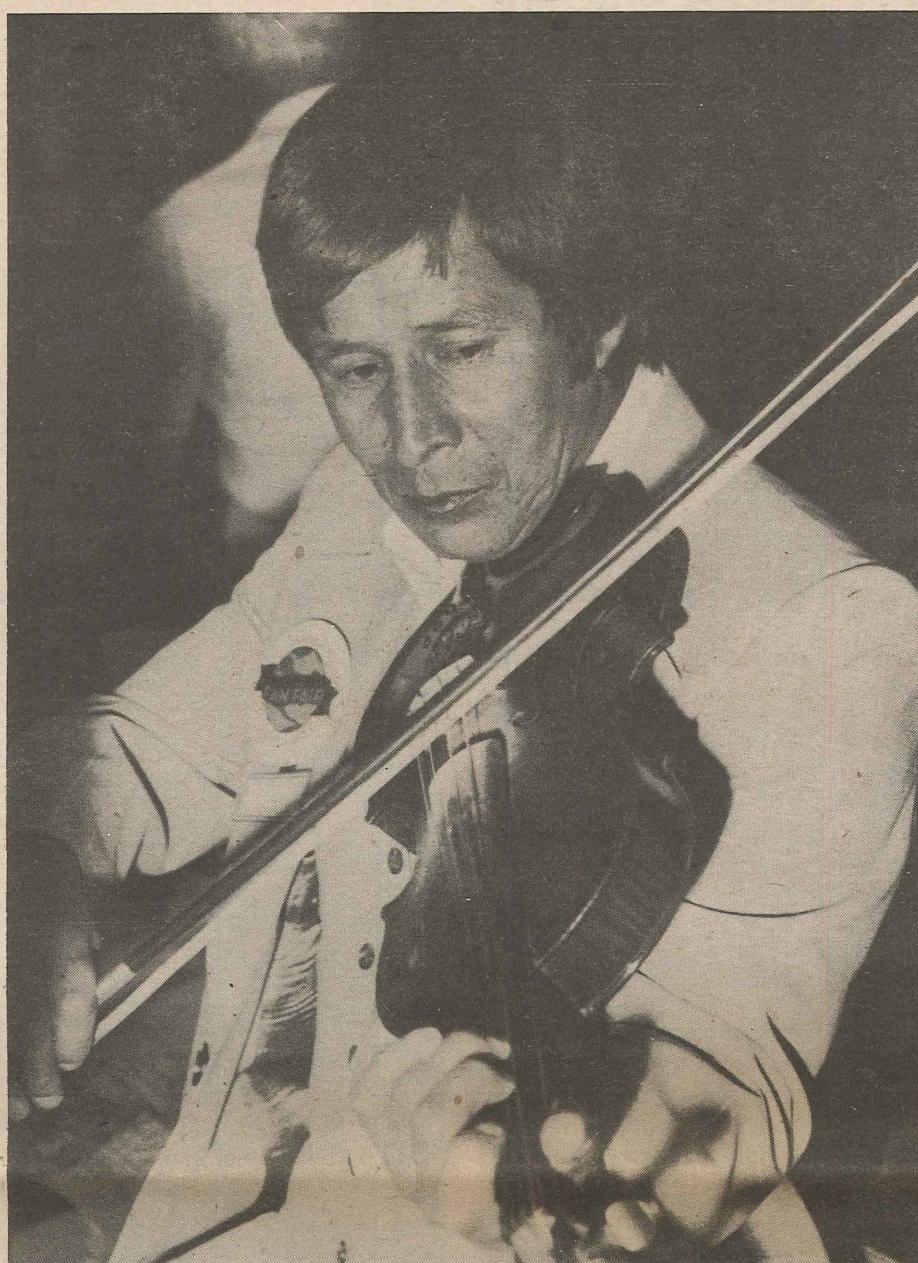
Cremo a joint les rangs de ce groupe sélect lors des compétitions du *Grand Masters Fiddling Championships*, à Nashville au Tennessee. En 1973, Lee se classait septième, puis l'année suivante, éprouva "une vive impression de fierté" en terminant au cinquième rang sur un total de 826 participants venus d'un peu partout. Cette année, au mois de juin, en raison des succès remportés lors des précédentes compétitions, Lee Cremo aurait pu participer aux finales sans passer par les éliminatoires. Il choisit toutefois la route la plus longue "afin de ne pas désavantager les autres violonistes".

Malheureusement, cette année, le premier représentant micmac au *Grand Ole Opry* ne put faire mieux que onzième. "C'était un léger faux pas, mais on allait se reprendre" déclara Cremo. Le concours prit fin cependant sur une note heureuse puisque c'est son compatriote Rudy Meeks, de Orville en Ontario, qui termina premier.

Ce petit relâchement fut en effet de courte durée car, à son retour en Nouvelle-Écosse, Lee remporta le *Maritime Fiddling Championship* comme il l'avait fait en 1966, 1967, 1968 et 1976.

La compétition est très serrée dans les provinces maritimes. La réserve Eskasoni compte à elle seule environ un violoniste par paire de maisons. Dans l'île du Cap-Breton, on retrouve un grand nombre de violonistes jouant le même genre de musique écossaise et irlandaise que celle de Cremo. "N'allez surtout pas croire que les compétitions sont des parties de plaisir" de dire Lee.

Il s'en est fallu de peu pour que Lee Cremo ait sa propre série d'émissions télévisées en septembre dernier. On l'aurait appelée "Meet Me Tonight". Mais, en raison de difficultés d'ordre publicitaire, le projet ne s'est pas con-



crétisé. Lee affirme aujourd'hui: "Si j'avais 25 000 dollars en banque, je n'hésiterais pas à me lancer dans une telle aventure." Chaque émission aurait coûté pareille somme en frais de réalisation.

La musique n'a pas rapporté beaucoup d'argent à Cremo, mais il est quand même l'heureux propriétaire d'une spacieuse maison; sa femme et lui-même se déplacent à bord d'une automobile de l'année et sa collection d'armes à feu se chiffre maintenant à douze unités, "pour me protéger contre la protection" dit-il en riant.

La réputation de Cremo suffit à attirer les foules, mais les dépenses sont élevées et les profits faibles. Ses

quatre musiciens touchent à peu près 30 à 40 dollars par soir. Cremo se charge des frais de déplacement lors des compétitions. Le peu d'argent dont il dispose est la seule raison pour laquelle il ne participe pas chaque année aux championnats de Nashville.

Pour avoir un revenu supplémentaire, Lee Cremo mène des jeunes Indiens à l'école à bord d'un autobus scolaire de 66 places. Il les aime tous et en prend soin comme s'ils étaient ses propres enfants. Il ne joue jamais en public la veille d'une journée d'école. Une des raisons pour lesquelles Cremo s'entend si bien avec les jeunes est qu'ils "apprécient la musique mieux que quiconque". "Ils savent écouter."

(suite de la page 2)

vice d'orientation aux stagiaires qui, à cause de facteurs culturels, sociaux ou de problèmes personnels ont de la difficulté à s'ajuster à leur nouveau milieu de travail.

"Il n'y a pas de méthode commune d'orientation, c'est au superviseur ou au conseiller d'établir des rapports avec le stagiaire", ajoute Biddle.

Qu'adviendra-t-il des stagiaires après la formation?

Il semble que bon nombre de ceux-ci soient embauchés par les conseils de bandes qui ont pris en main des responsabilités plus locales et qui dirigent leurs propres affaires. Les organisations indiennes, le Ministère et d'autres organismes gouvernementaux engagent également de plus en plus d'Indiens.

Le programme de formation en cours d'emploi atteint apparemment les objectifs fixés. D'après Biddle, de

plus en plus de gens obtiennent des emplois permanents intéressants.

Mais il admet que tous ne bénéficient pas de la chance que le programme leur offre. Cela renforce l'opinion de Jacobs selon laquelle une sélection attentive des candidats est d'une importance vitale.

D'après Biddle, "cela peut permettre à une personne de se trouver".

Mel Jacobs, Gerald Esquash et Corrine Mitchell, ont tous fait preuve d'une grande initiative personnelle en profitant au maximum de leur chance.

Et ils sont heureux de ce qu'ils ont trouvé.

Chaque jour, cinq enfants sont tués accidentellement au Canada. Le Conseil canadien de la sécurité vous demande d'aider à réduire ce triste record en apprenant aux enfants les règles de la sécurité et en leur donnant toujours le bon exemple.

(suite de la page 6)

la Division des services administratifs et financiers du Programme des Affaires indiennes et esquimaudes du ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Avec un titre pareil, rien de bien intéressant, direz-vous! Erreur! Le travail qui touche exclusivement des personnes ne peut être que captivant!

(suite de la page 1)

fait que bien qu'il n'y ait aucune garantie qu'en suivant ce processus les fonds seront accrus, je crois que nous pouvons sans aucun doute spécifier qu'en ne le respectant pas il n'y aura pas de financement."

Robinson espère que "petit-à-petit les gens s'apercevront que ce mécanisme est indispensable." Il a ajouté: "Nous faisons admettre que c'est le Conseil du Trésor qui nous accorde les fonds et que nous devrons lui fournir la

"J'ai horreur de jouer pour un public qui se met à jacasser dès les premiers accords."

Lee fait plus professionnel rangé qu'homme de spectacle. "Lorsque je joue, je ne souris jamais. La musique demande toute ma concentration. Je n'ai pas le temps de faire des simagrées. Pour moi, un morceau bien réussi compte plus qu'un spectacle truffé de bouffonneries.

"Le violon n'est pas un instrument facile. Beaucoup d'éléments interviennent lorsque je joue: le doigté, l'archet, la résine, les cordes et même le violon" de dire Cremo.

C'est à force de pratiquer que l'on s'améliore, mais selon Cremo, il arrive aussi que l'on exagère. Lee en est venu à cette conclusion lorsqu'il s'est rendu compte qu'il passait environ 75% de son temps à jouer du violon. Déjà, son père lui en avait fait la remarque. Il a vite réalisé que la vie pouvait offrir d'autres satisfactions lorsqu'il rencontra sa femme, Nellie, lors d'une soirée de danse à Sydney (Nouvelle-Écosse). Âgé de 30 ans, Lee ne pensait déjà plus au mariage, mais voilà, il a maintenant deux enfants, Elizabeth Ann (six ans) et Timothy Ryan (deux ans).

Lee Cremo est conscient des conflits possibles entre son ambition (devenir le meilleur violoniste au monde) et ses responsabilités familiales. Si ces conflits venaient à éclater, il n'hésiterait pas à délaisser momentanément la musique au profit de sa famille.

Les parents aujourd'hui décédés de Lee Cremo, Simon et Annie, se sont installés dans la réserve Eskasoni en 1942. Ils étaient originaires de la réserve de l'île Chapel. Son père étant lui-même violoniste, Lee n'eut aucune difficulté à apprendre si bien l'art de jouer du violon.

Lee Cremo n'est nullement égoïste. Son père ayant eu une crise cardiaque, il abandonna ses études après 10 années de scolarité, pour subvenir aux besoins de sa famille. Aujourd'hui, il s'occupe de nombreuses collectes, donne des concerts de bienfaisance et fait tout en son possible pour aider sa communauté.

Cremo, qui a déjà enregistré cinq disques, est un homme fort occupé. Il se donne corps et âme à toutes ses entreprises, qu'il s'agisse de jouer du violon, d'aider la communauté, d'élever sa famille ou de mener les enfants à l'école.

documentation qu'il lui faut pour décider intelligemment des octrois qu'il votera pour nous."

Tout projet dont l'investissement dépasse \$250 000 doit être approuvé par le Conseil du Trésor.

"Ce mécanisme, dit Robinson, permettra au Ministère de présenter au Conseil du Trésor tous ces projets dans un budget d'ensemble et ils seront presque approuvés en bloc.

"La liste des priorités du Conseil du Trésor est établie. On perd beaucoup de temps en essayant, comme par le passé, d'obtenir l'approbation des projets l'un après l'autre."

Selon le Conseil canadien de la sécurité, le taux d'accidents le plus élevé se retrouve dans le groupe d'âge de 10 à 14 ans. La plupart des blessures sont le résultat d'un accident de la route. Apprenez aux enfants la sécurité routière et soyez-leur attentif quand vous conduisez.